

# *l'Anti*capitaliste

n°498 | 21 novembre 2019

1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



## Dossier

### VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Pages 6 et 7

## ÉDITO

C'est vrai, nous ne sommes  
pas dans le même camp  
Page 2

## PREMIER PLAN

Bolivie. Solidarité avec le  
peuple bolivien contre la furie  
de l'extrême droite Page 2



## ACTU SOCIALE

Éducation nationale. La grève  
se prépare  
Page 8

## LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Daniel Mermet  
à l'occasion des 30 ans de  
«Là-bas si j'y suis» Page 12



édito

Par HENRI WILNO

## C'est vrai, nous ne sommes pas dans le même camp

« **N**ous ne sommes pas dans le même camp, madame » : c'est ce que le préfet de police de Paris Didier Lallement a cru bon de répondre à une dame qui l'interpellait dimanche dernier sur la place d'Italie où il avait cru bon de se rendre. Cette réplique a déchaîné une certaine indignation devant la rupture évidente de la neutralité en principe exigée des fonctionnaires.

Pour notre part, cette réflexion est avant tout un révélateur : les préfets sont au service du gouvernement et, au-delà de la classe sociale qui tient les manettes. L'État n'est pas neutre et ne l'a jamais été, a fortiori dans les situations de crise.

La liste est longue des préfets de Paris et d'ailleurs qui ont réprimé grèves et manifestations. Dans les années 1920-1930, le préfet de police Chiappe se déchaîne face aux manifestations, notamment communistes. En mars 1937, à Clichy, la police ouvre le feu contre des manifestants socialistes et communistes : six morts et 300 blessés. Le 14 juillet 1953, la CGT organise une manifestation de République à Nation. Elle est très encadrée : les pancartes ou drapeaux et banderoles « injurieuses » ont été interdites par la préfecture de police, ainsi que les chants et cris « séditeux ». À la fin, la police tire : 7 morts (dont 6 Algériens). Et l'on n'oublie pas qu'a été récemment célébré le souvenir du 17 octobre 1961 où la police du préfet Papon tua des centaines de manifestants algériens. Charonne, Mai 68, mort de Malik Oussekine en 1986 : l'énumération exhaustive serait longue. Ceci sans parler de l'utilisation de la police contre les piquets de grève et pour l'évacuation des usines en grève...

La répression policière, un temps plus feutrée, a connu un regain de violence depuis la première loi « travail » sous Hollande. Il en est depuis résulté des dizaines de blessés et mutilés. De droit reconnu par la Constitution, la manifestation est devenue une tolérance soumise au bon vouloir gouvernemental et préfectoral. Le 16 novembre, le préfet Lallement a interdit au dernier moment une manifestation déjà rassemblée place d'Italie. Pendant de longues heures, il a été impossible à celles et ceux qui le voulaient de quitter la place, tandis que se multipliaient les jets de lacrymos et les charges. Alors oui, le préfet est dans un camp, les Gilets jaunes et les mouvements de contestation de la politique de Macron dans un autre. D'un côté, le camp du pouvoir et du capital. De l'autre, le camp de celles et ceux qui voudraient que s'arrête la destruction sociale, qui rêvent, de celles et ceux qui se mobilisent pour un autre monde.

## BIEN DIT

*Il y a quelque chose de fascinant à voir cet homme qui, il y a vingt-cinq ans, pouvait encore faire illusion, c'est-à-dire passer pour cultivé, sérieux et pondéré, se transformer en ce croque-mitaine vociférant qui révèle toujours davantage son ignorance, sa vulgarité, la haine qui l'habite.*

MONA CHOLLET, à propos d'Alain Finkielkraut, blog la Méridienne, 18 novembre 2019.

## À la Une

# Contre Macron et son monde : converger le 5 décembre... et après

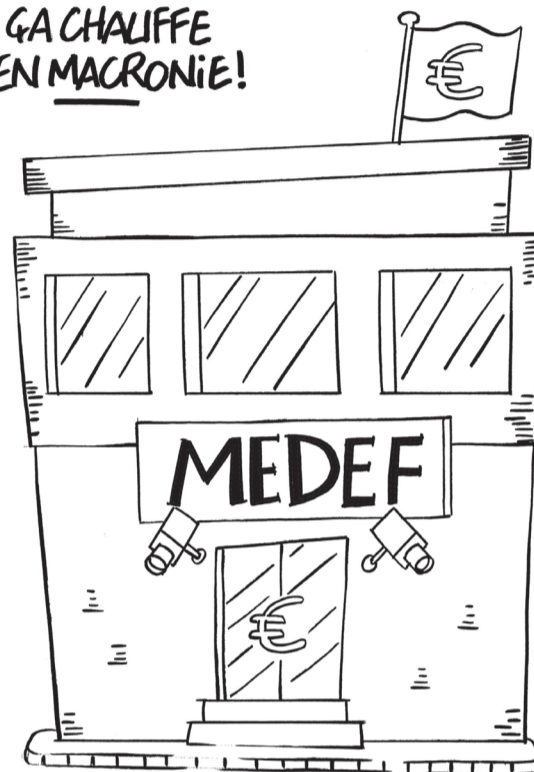
À 15 jours de la journée de grève interprofessionnelle du 5 décembre, le climat social de plus en plus tendu ne cesse de fragiliser le gouvernement qui tente chaque jour de désamorcer les colères.

**L**a semaine qui vient de se dérouler n'aura pas été de tout repos pour le gouvernement. Et c'est tant mieux. Il commence à payer le prix de la politique de guerre sociale qu'il mène depuis son arrivée au pouvoir. Mobilisation contre la précarité étudiante suite à l'immolation d'un jeune étudiant privé de bourse, des dizaines de milliers d'hospitaliers dans la rue contre la casse de l'hôpital public, ainsi que les agents des Finances publiques pour le maintien de leur service de proximité, et pour finir le premier anniversaire des Gilets jaunes qui, même s'il rassemble moins de monde, est toujours là et très ancré sur le territoire. La semaine aura ainsi été rythmée par de nombreuses mobilisations, comme les semaines précédentes, et commence à fragiliser le gouvernement à quelques jours de l'appel à la grève reconductible, à partir du 5 décembre, par de nombreuses organisations syndicales et de très nombreux secteurs d'activité dans le privé comme dans le public.

### Éteindre les mécontentements secteur par secteur

Afin que la convergence des luttes et les mouvements spontanés ne se développent pas à partir du 5 décembre, le gouvernement essaie ici où là d'éteindre l'embrasement naissant. Après la journée de grève et de manifestation historique des soignantEs, Macron a annoncé un « plan d'urgence » qui serait dévoilé le 20 novembre... Mais nous savons que cela fait des semaines que le gouvernement tente d'éteindre le feu qui couve à l'hôpital. Il multiplie les effets d'annonce, mais sans répondre à l'essentiel : le manque d'effectifs et de lits, les salaires trop bas, les heures supplémentaires non payées, la dégradation incessante des conditions de travail. Autant dire que la mobilisation n'est pas près de s'arrêter, et une nouvelle journée de grève est d'ores et déjà

GA CHALIFFE EN MACRONIE!



VITE MILOU!  
ALONS NOUS  
RÉFUGIER A  
L'AMBASSADE!



CHARMAG

annoncée le 30 novembre, avant la journée interprofessionnelle du 5 décembre. Cette stratégie gouvernementale d'annonces destinées à éteindre les mécontentements a également été utilisée auprès des avocatEs, inquiets par rapport à la future réforme des retraites, ou encore avec la suspension du travail de nuit dans le commerce.

### Désamorcer la contestation sur les retraites

Alors que le pouvoir avait tenté de faire croire que le 5 décembre n'était qu'un appel de la RATP et de la SNCF pour « sauvegarder leurs régimes spéciaux », de plus en plus de salariéEs du privé et du public comprennent que la réforme des retraites en cours est une réforme au terme de laquelle toutes les salariéEs de tous les secteurs d'activité seront perdants.

Face au risque de plus en plus important de convergences, le gouvernement multiplie les signaux pour désamorcer la contestation. Il a d'abord repoussé la réforme au-delà des élections municipales de mars 2020. Il a ensuite abandonné la notion d'âge pivot à 64 ans. Et désormais, il est prêt à appliquer la « clause du grand-père » consistant à n'appliquer la réforme qu'aux nouveaux entrants sur le marché du travail. Ce qui enverrait l'entrée en vigueur de la retraite à points en 2060... Il croit ainsi que les salariéEs d'aujourd'hui laisseraient condamner leurs enfants! Tout cela montre que ce gouvernement n'a de cesse de vouloir nous opposer les unEs aux autres, nous diviser.

### C'est le moment!

La colère est forte, elle déborde même de partout, la disponibilité

pour l'exprimer n'a jamais semblé aussi importante. Le 5 décembre marquera le début du mouvement de grève reconductible à la RATP et à la SNCF et dans de nombreux secteurs pour obtenir le retrait de la réforme des retraites. Un peu partout, y compris hors du monde du travail, cette date fait sens pour enclencher une grande mobilisation pour faire enfin reculer ce gouvernement, rassembler toutes les colères. Mais nous le savons pertinemment, une seule journée de grève ne sera pas suffisante, il faudra continuer le 6 mais aussi le 7... et les jours qui suivront. Le combat contre cette réforme n'est pas un combat pour défendre quelques acquis ici ou là mais un combat de fond qui doit mettre en avant une question centrale : quelle société voulons-nous ?

Joséphine Simphon

## BOLIVIE

# Solidarité avec le peuple bolivien contre la furie de l'extrême droite

Depuis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle en Bolivie du 20 octobre, le pays connaît des émeutes et une crise politique sans précédent depuis la première élection, en 2006, d'Evo Morales.

**A**u départ, la mobilisation contre la fraude électorale était portée par les partisans de Carlos Mesa, représentant la droite néolibérale « classique ». Mais rapidement c'est l'extrême droite raciste qui a pris le dessus, dirigée par Luis Fernando Camacho, avocat et entrepreneur, ancien membre d'un groupe paramilitaire spécialisé dans la « chasse aux indigènes ».

Mélangeant religion et politique dans ses discours, il représente le Bolsonaro bolivien, mais est surtout président du très puissant Comité civique pro Santa Cruz, regroupement des commerçants et patrons du département de Santa Cruz. Cette ville est le poumon économique du pays, mais aussi une terre blanche avec très peu d'indigènes, au cœur de la plupart des contestations de droite, comme

la violente tentative de sécession en 2008 d'avec le reste du pays. Les manifestations ont très rapidement dégénéré avec l'incendie de bâtiments officiels, de logements de dirigeants du MAS, l'explosion des violences contre les populations indigènes, les femmes et les militants pro-Evo. La force de ces émeutes a été suffisante pour obtenir la démission de Morales le 10 novembre après

qu'il a proposé en vain un dialogue ouvert. Après sa démission, Camacho a appelé aux ratonnades pour « traquer les traites du MAS ».

### Un coup d'État qui ne dit pas son nom

Morales avait proposé, avant sa démission, de constituer un nouveau Tribunal suprême électoral, chargé de veiller au bon déroulement du

# Un monde à changer

## L'ALCOOLISME COMME « CULTURE D'ENTREPRISE ».

Dans le journal *le Parisien* du lundi 18 novembre, deux anciens commerciaux de la société Pernod-Ricard, et une troisième toujours en poste, accusent le groupe marchand d'alcool en tout genre de les avoir poussés à boire en permanence, au point d'en être devenu alcooliques et malades. Ces salariéEs dénoncent « l'alcool qui coule à flots » et la « pression permanente » de la hiérarchie pour les pousser à boire. Sous couvert d'anonymat, ils racontent aussi comment l'entreprise recruterait ses commerciaux... en fonction de leur seuil de résistance à l'alcool !

Victime d'un burn out et en arrêt maladie la cadre toujours en poste s'appête à saisir les prud'hommes. « C'est la culture de l'entreprise, si on dit non, on est mal vu [...]. On me disait : de quoi tu te plains ? T'es payée pour faire la fête », affirme-t-

elle, citant aussi par exemple cette apostrophe d'un chef : « Tu prends un Ricard ? Allez, fais pas chier, t'es pas chez Perrier ici ! »

D'autres racontent le rythme des ferias, les journées passées « à picoler de midi à 16 h, puis de 21 h à 2 h du matin ». Pire encore, lors de la fête de l'Humanité où ils buvaient « plus de 40 Ricard par jour »...

Le règlement intérieur de Ricard appelle bien à une « consommation modérée », mais « il y a la théorie et la réalité », affirme l'un des plaignantEs. « Et dans les faits, on doit montrer qu'on connaît nos produits et qu'on les aime »...

Voilà un moyen bien commode pour les dirigeants de Pernod-Ricard à la fois d'imposer des cadences infernales à leurs employéEs et d'éteindre toute volonté de les contester. C'est prouvé, le capitalisme nuit gravement à la santé...

## GILETS JAUNES Un an après, la colère est toujours là

Lorsque, courant octobre 2018, les premiers appels à se mobiliser le 17 novembre 2018 contre la hausse de la taxe sur les carburants commençaient à circuler, nul ne pouvait s'attendre à ce qui allait se passer dans les semaines suivantes. Ce jour là, 300 000 personnes occupaient 2 000 points de blocage dans tout le pays, lançant ainsi un mouvement populaire inédit exigeant la démission de Macron. Et un an plus tard, nul ne peut contester que celui-ci a contribué à bouleverser le climat social et politique, mais aussi à bousculer l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Les 16 et 17 novembre, le premier anniversaire du mouvement des Gilets jaunes était « célébré ».

À l'occasion du premier anniversaire (« Acte 53 ») du mouvement des Gilets jaunes, des rassemblements, manifestations et actions ont eu lieu au quatre coins du pays. Et le moins que l'on puisse dire est que, même si ce ne sont pas des centaines, mais des dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées, la colère et la détermination sont toujours là. Depuis plusieurs jours, médias et pouvoir avaient pourtant fait monter la mayonnaise autour de cette journée-anniversaire. Annonces alarmistes, mobilisation renforcée des « forces de l'ordre », préparation de l'opinion aux prétendues « violences » jaunes... toutes les conditions étaient réunies pour que police et gouvernement cherchent à saborder ce premier anniversaire. En refusant en amont la plupart des parcours proposés par les organisateurs pour les manifestations du jour, la préfecture a nourri la frustration de milliers de Gilets jaunes, notamment celles et ceux qui voulaient dignement manifester dans la capitale.

### Détermination face à la répression

Place d'Italie où étaient présents Olivier Besancenot et le NPA, lieu

de départ de la principale manifestation (manifestation déclarée, avec un parcours accepté en amont par la préfecture), les forces de police étaient omniprésentes, au contact des manifestantEs. Dans cette stratégie de tension, les affrontements ont très vite commencé, jusqu'à l'organisation d'une nasse géante largement arrosée de gaz lacrymogènes. En interdisant en début d'après-midi toutes les manifestations dans la

capitale, le pouvoir porte une lourde responsabilité dans la situation chaotique que ses décisions n'ont pas manqué d'entraîner. Et il en a été de même dans d'autres grandes villes, comme Marseille, Nantes, Toulouse, Montpellier ou Bordeaux, où les gaz lacrymogènes ont aussi été largement utilisés... Une fois de plus, les blesséEs sont nombreux, avec notamment le cas de Manu, qui a perdu l'usage de son œil suite à un tir

tendu de grenade sur la place d'Italie. Un mutilé de plus, qui rejoint la trop longue liste de celles et ceux qui ont subi dans leur chair le déchaînement répressif du pouvoir. Des dizaines d'interpellations ont eu lieu, et près de 1 500 contrôles préventifs ont été effectués à Paris, méthode bien connue depuis un an pour mettre la pression sur celles et ceux qui entendent descendre dans la rue. Le bilan de ce week-end est double : une volonté d'en découdre avec le pouvoir toujours bien présente, qui s'est retrouvée dans les manifestations et les différentes actions qui ont été organisées dans tout le pays, souvent dans une ambiance aussi conviviale que déterminée ; la confirmation que ce pouvoir qui n'a jamais voulu donner d'autre réponse que la répression face à la colère sociale. Plus que tout, il craint la convergence de ces colères, en particulier autour de la journée de grève et de manifestation du 5 décembre et de ses suites. Et si aujourd'hui, Macron et ses sbires ont tenté de gâcher ce premier anniversaire du mouvement des Gilets jaunes, ils n'empêcheront pas la mobilisation, massive et radicale, qui vient.

Correspondants



scrutin, et de convoquer de nouvelles élections, donnant ainsi raison à l'opposition. Mais Carlos Mesa a refusé et exigé non pas de nouvelles élections mais la démission de l'ensemble des élus du MAS (Parlement, gouvernement, etc.) afin de former une junte de gouvernement provisoire. Mesa et Camacho ont demandé à l'armée de les soutenir, ce qu'ils ont obtenu quand le chef d'état-major a demandé la démission de Morales. En s'appuyant sur la rue pour chasser les élus du MAS, dans les villes, les villages, en brûlant leurs domiciles, avec l'aide des groupes paramilitaires liés aux comités civiques et à l'extrême droite, Mesa a montré que son objectif n'était pas d'obtenir un deuxième tour, mais de renverser le gouvernement. Il ne s'agit pas d'un coup d'État militaire comme le continent en a été trop souvent coutumier. Mais le but

poursuivi, renverser le pouvoir sans attendre les élections, ressemble à s'y méprendre à un coup d'État. Il a été mené en deux temps. D'abord le refus par l'alliance droite/extrême droite de leur propre solution dès qu'elle fut approuvée par Morales. Ensuite une mobilisation contre tout ce qui représentait le MAS et son pouvoir, appuyée par la mutinerie de la police suivie de l'appel des militaires à la démission de Morales.

### Pourquoi en est-on arrivé là ?

La violence de l'explosion n'est pas le fruit du hasard. Elle trouve sa source dans deux phénomènes. Tout d'abord un acharnement de Morales et du MAS à rester au pouvoir. En 2016 un référendum pour modifier la Constitution et permettre à Morales de se présenter pour un quatrième mandat est perdu. Par une manœuvre, il

réussira à ne pas appliquer le résultat référendaire en s'appuyant sur les textes internationaux qui prévoient le droit de chacun à se présenter à des élections. Cette rupture démocratique a profondément choqué la population bolivienne et a entamé largement le prestige de Morales (élu en 2014 avec plus de 62% des voix). Deuxième phénomène, depuis 2014 la Bolivie connaît un net ralentissement économique marqué par la baisse du prix des hydrocarbures, principale source de financement des programmes sociaux du pays. La chute des prix des matières premières dans un pays marqué par un extractivisme forcené limite les marges de manœuvre du gouvernement qui connaît une hausse de l'endettement, un commerce international défavorable et un mécontentement social qui gronde dans toutes les franges

de la société, notamment parmi la base sociale du régime.

### Solidarité avec le peuple bolivien

Malgré les responsabilités du MAS dans la crise actuelle, nous ne nous faisons aucune illusion sur le type de « démocratie » que porte une droite à la manœuvre. Elle a un passé chargé dans le pays après son soutien à tous les coups d'État, notamment pendant la période noire des années 1970. Le régime dont rêve Camacho est au mieux celui de Bolsonaro. Notre solidarité va au peuple bolivien qui subit la furie de l'extrême droite. Nous condamnons le coup de force contre Morales et son gouvernement. Nous demandons l'arrêt des persécutions subies par la gauche bolivienne, les quartiers populaires et les peuples indigènes.

Patrick Guillaudat

## Le chiffre

# 370

Le 17 novembre à Fresno (Californie), quatre personnes sont mortes et six ont été blessées dans une fusillade. C'est la 370<sup>e</sup> « fusillade de masse » (au moins quatre personnes touchées par balles dans le même « incident ») aux États-Unis depuis le début de l'année 2019. Soit plus d'une par jour...



## Agenda

**Vendredi 22 novembre, soirée de soutien aux grévistes de l'hôtel Ibis Batignolles « Frotter frotter : il faut payer! », Saint-Denis (93).** De 17 h à 21 h, à l'université Paris 8, métro Saint-Denis Université (Ligne 13).

**Samedi 23 novembre, manifestation des Gilets jaunes Acte 54**

**Samedi 23 novembre, marche #Nous Toutes « Stop aux violences sexistes et sexuelles », Paris.** À 14 h, à Opéra.

**Samedi 30 novembre, manifestation des hôpitaux, Paris.** À préciser.

**Samedi 30 novembre, manifestation contre le chômage et la précarité, Paris.** À 14 h (lieu à préciser).

**Samedi 30 novembre, rassemblement – Référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris, Paris.** À 14 h, place de la République.

## NO COMMENT

Voitures incendiées, banques attaquées, centres commerciaux pris d'assaut : les Gilets jaunes sont de retour, célébrant un prétendu anniversaire en cassant, en détruisant. Pourquoi ? Pour qui ? Avec quelle légitimité ? Et demain, des démagogues les défendront.

JEAN-MICHEL APHATIE, Twitter, 16 novembre 2019.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

## ROUEN Lubrizol : les risques santé sont pour demain !

Plus de 9 000 tonnes d'un cocktail dangereux d'hydrocarbures polycycliques, de dioxines, de métaux lourds sont partis en fumée dans l'incendie de Lubrizol. Sans parler de l'amiante.

Préfet et ministres ont minimisé les risques de cette intoxication qui a frappé salariéEs, pompiers et riverainEs, dont les gens du voyage laissés sans protection. Un préfet qui a d'ailleurs refusé de déclencher les sirènes, lançant sur les routes, dans les transports et vers les écoles, salariéEs, parents et enfants. Les profits d'abord !



Parmi les conducteurs de bus de la TCAR, qui ont dû rouler dans le nuage toute la journée, 446 salariéEs sur 1 150 ont déclaré à l'infirmerie des signes d'intoxication : difficultés à respirer, toux, nausées, maux de tête... Un mois après l'incendie, 45 étaient encore en arrêt de travail. On voit dans les cabinets médicaux des personnes sans antécédent d'asthme, qui sifflent plusieurs semaines après l'accident. On parle alors de syndrome de Brooks. Des personnes qui souffrent de stress et d'anxiété réactionnelle. On voit les anomalies hépatiques des pompiers.

### «Au-dessous des normes» ?

Tout va bien, finalement ? C'est ce que dit le préfet pour justifier sa mise en danger des populations. Il minimise les effets à long terme du nuage de pollution en disant que les prélèvements, de dioxines, d'amiante... sont normaux, car ils sont « au-dessous des normes » ! Des normes et des doses journalières admissibles anciennes, datant des années 1970, souvent issues d'un lobbying intense des industries chimiques et de l'amiante, parfois issues d'études falsifiées (on pense au scandale du Industrial Bio Test Lab). Qu'on en juge pour l'amiante. Après avoir « oublié » de signaler à l'Anses, l'agence de sécurité sanitaire, que 8 000 m<sup>2</sup> de toiture fibro-ciment avaient brûlé, le préfet se réjouit en déclarant que « le chiffre de 3 fibres par litre d'air est constitutif de ce qu'on appelle le bruit de fond », la concentration habituelle en milieu urbain. Mais ce taux date des années 1970, où l'air était beaucoup plus pollué ! En 2011, de nouvelles études du fond de pollution amiante donnaient des valeurs maximales de 0,08 f/litre. L'air rouennais post-Lubrizol était donc pollué à l'amiante 37 fois plus que l'air habituel !

### Les risques sont pour demain

Les risques Lubrizol pour la santé ne sont pas derrière nous, mais bien pour demain. La pollution de l'air quotidienne, c'est 48 000 décès annuels en France, 2 600 rien qu'en Normandie. Pour Rouen, c'est 15 mois d'espérance de vie en moins ! Lubrizol va évidemment aggraver ce lourd bilan silencieux. Avec des risques à long terme aggravés de cancers, de maladies chroniques graves, cardio-respiratoires, AVC, infarctus, mais aussi pathologies neurologiques, troubles du développement de l'enfant, de la reproduction. Pour en savoir plus, des associations de femmes enceintes et allaitantes ont fait tester leur lait, y retrouvant nombre de polluants. L'association Respire va lancer sa propre étude épidémiologique, comme des paysanEs testent leur produits. La question de la santé sera bien au cœur de la manifestation des deux mois de Lubrizol.

Frank Cantaloup

## HÔPITAUX Une très grosse mobilisation... qui ne fait sans doute que commencer !

Le 14 novembre, on a connu des taux de grévistes énormes : des manifestantEs de Paris et de Marseille annonçaient que 80 % des soignantEs de l'AP-HP et de l'AP-HM s'étaient déclarés en grève, toutes catégories confondues (médecins, cadres de santé, infirmierEs, aides-soignantEs, paramédicaux)... La forte mobilisation des médecins qui constituent le gros du collectif inter-hôpitaux a certes créé une dynamique mais c'est le mécontentement important dû aux conditions de travail qui ne cessent de se dégrader chaque année et la perte du sens du travail qui expliquent l'importance de la mobilisation.

À Paris le cortège qui a regroupé entre 15 000 et 20 000 manifestantEs était généralement combatif et joyeux, avec beaucoup de jeunes, notamment des internes en médecine. Les syndicats ne regroupaient pas la majorité des manifestantEs, qui défilaient derrière les banderoles sans dénomination autre que celle de leurs hôpitaux ou avec les collectifs inter-urgences et inter-hôpitaux. La défiance vis-à-vis du gouvernement apparaissait un peu partout dans les slogans et dans les discussions...

### De Besançon à Rouen...

Dans plusieurs villes, comme à Besançon, les manifestantEs s'étaient partagés entre la manifestation locale devant les Agences régionales de santé (ARS) ou devant les hôpitaux, entourés de chaînes humaines, et « la montée » à Paris. D'autres hôpitaux n'ont pas souhaité ou n'ont pas eu les moyens de se déplacer et ont organisé des manifestations dans de nombreuses villes. Les hôpitaux psychiatriques étaient présents, comme celui du Rouvray avec un cortège animé par le Collectif des blouses noires créé lors de la mobilisation de l'année dernière.

Et, surprise, le CHU de Rouen, qui était en retrait par rapport à la mobilisation enclenchée par les urgentistes, était très fortement mobilisé. Alors que les militantEs



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

syndicaux craignaient encore il y a quelques jours de se retrouver à 50, grosse mobilisation : beaucoup de personnels, plus des étudiantEs, des internes et des médecins. Une chaîne humaine a parcouru Charles-Nicolle sur toute sa superficie. À la fin, rassemblement dans la cour d'honneur au moins sur quatre rangs, ce qui fait bien 600 personnes. Les manifestantEs n'ont pas réussi à faire sortir le DG, mais seulement le DGA (et encore au bout d'une demi-heure de slogans), qui a reçu une délégation. Certains blocs étaient fermés, les opérations repoussées.

### De Quimper à Bordeaux...

À Quimper, en début d'après-midi, environ 600 salariéEs du CHIC

Laennec, rejoints par ceux de l'EPSM Gourmelen mais aussi quelques politiques (PCF, NPA) et des Gilets jaunes, se sont rendus à l'ARS qui a refusé de recevoir une délégation. La députée LREM a reçu une délégation CGT, CFTD et SUD. Bien sûr, elle ne reviendra pas sur son vote... À partir de 18 heures devant la mairie, il y a eu un rassemblement à l'appel des comités de défense de l'hôpital de Concarneau et de Douarnenez, beaucoup d'organisations et une partie des salariéEs. Au moins 300 personnes se sont réunies devant deux barnums pour faire un Plan Blanc, une série de prises de parole sur les conditions de travail des salariéEs à l'hôpital mais aussi en EHPAD, sur les attaques contre la

Sécurité sociale, sur l'Aide médicale d'État, sur la précarité qui tue, sur la nécessité des convergences des luttes, l'appel au 5 décembre, tout cela émaillé de chants et de vin chaud.

À Bordeaux, malgré la pluie et les très nombreuses assignations de personnels grévistes, plus de 500 hospitalierEs mais aussi des pompiers et des usagerEs ont manifesté aux cris de « Hôpital en danger », « Buzyn tu sers à rien » ou « Des hommes, des femmes, des moyens nom de dieu, Une révolution pour soigner comme on veut ! » Des délégations étaient venues d'hôpitaux voisins, tel celui de Langon, tandis qu'un autre rassemblement avait lieu devant l'hôpital de Libourne. Au CHU de Bordeaux, fait très rare, 8 % des médecins étaient en grève et plusieurs dans la manifestation. Une délégation rassemblant pompiers, personnels hospitaliers et plusieurs médecins a été reçue à l'ARS sans, bien sûr, qu'il en ressorte quoi que ce soit...

Pour la suite, des personnels ont proposé en fin de manifestation que des piquets s'organisent devant les établissements les prochains jeudis. À suivre donc... Et sans attendre, des luttes locales continuent comme au bloc des urgences de Pellegrin en grève depuis le 28 octobre, ou démarrent, comme chez les manipulateurs radio de Libourne...  
S. Bernard et correspondantEs

## JEUNESSE Déclarons la guerre à la précarité !

Les bourses qui ne dépassent pas quelques centaines d'euros et souvent versées en retard ; les logements en quantité insuffisante<sup>1</sup>, exigus et parfois insalubres ; les petits boulots précaires à côté des études pour les financer ; les galères pour se nourrir entre privations, fins de marché et pour certains, les Restos du cœur ; la renonciation aux soins<sup>2</sup> ; le stress permanent de savoir si on va réussir à finir le mois : voilà les multiples visages de la pauvreté qui touche aujourd'hui bien des étudiantEs, à commencer par ceux de milieu populaire.

C'est cette précarité qui a poussé un jeune de 22 ans à s'immoler devant le CROUS de Lyon vendredi 8 novembre. Il est encore aujourd'hui plongé dans un coma artificiel.

### Contre le gouvernement qui sème la misère...

La lettre publiée sur les réseaux sociaux par ce jeune avant son acte de désespoir dénonçant la précarité étudiante et la responsabilité des gouvernements successifs a largement circulé. Et en effet le gouvernement est le seul responsable de la situation des étudiantEs pauvres : loin de la résoudre, il l'aggrave ! C'est lui qui a tenté l'an dernier d'augmenter les frais d'inscription pour les étudiantEs étrangers, prélude à une augmentation générale. C'est lui qui, à partir de janvier 2020, va encore diminuer les APL en changeant leur mode de calcul. Et, plus généralement, le gouvernement joue au Robin des bois à l'envers : il prend aux pauvres pour donner au patronat en attaquant partout

où il y a de l'argent à récupérer, de l'hôpital à la SNCF, en passant par les retraites et l'université. Pourtant, en 2018, les patrons du CAC 40 ont engrangé 90 milliards de profits. Il y aurait là largement de quoi faire pour garantir des conditions d'études et de vie décentes !

### Faisons entendre notre colère !

Depuis la semaine dernière, des milliers d'étudiantEs, choqués, se sont réunis dans tout le pays devant des CROUS pour faire entendre leur colère. Des actions « Resto U gratuit » ont également été menées dans plusieurs universités. À Paris, la manifestation qui a eu lieu le mardi 12 a renversé les barrières du ministère de l'Enseignement supérieur. La ministre Vidal a immédiatement dénoncé les « violences ». Mais une barrière, ça se répare, pas comme les vies brisées par la pauvreté ! Les étudiantEs commencent à s'organiser : des assemblées générales ont réuni plusieurs centaines de personnes, comme à Toulouse et à Lyon. Pour celles et ceux qui subissent la précarité au quotidien,

c'est notamment l'occasion de donner de la voix pour que cette lutte soit la leur.

Dans les interventions, la convergence avec les autres secteurs qui se battent est à l'ordre du jour : avec les hospitaliers, les pompiers, les Gilets jaunes, et tous ceux qui descendront dans la rue le 5 décembre et les jours qui suivent contre la réforme des

retraites. Les étudiantEs pourraient contribuer à réchauffer l'atmosphère sociale en rentrant sans attendre dans la bataille contre la précarité !

### Bastien Thomas

1 - 170 000 pour 2,7 millions d'étudiantEs, dont 712 000 boursierEs.

2 - 13,5 % des étudiantEs déclaraient en 2016 avoir déjà renoncé à des soins pour raisons financières.



CHARMAG

## ÉTAT ESPAGNOL Après les élections, un gouvernement faible, une droite forte, un pays en crise

Pedro Sanchez, le leader du Parti socialiste espagnol (PSOE) et chef du gouvernement en place, avait provoqué de nouvelles élections législatives dans toute l'Espagne, espérant obtenir une majorité plus stable au détriment de Podemos à sa gauche, de Ciudadanos à sa droite et des forces indépendantistes en Catalogne.

Le verdict des quatrièmes élections générales en quatre ans est clair : avec une forte abstention (6% de plus que lors des élections d'avril), le PSOE perd sa majorité absolue au Sénat et 700 000 voix au Congrès (chambre des députés). Avec 28% des exprimés, il ne parvient qu'à maintenir son nombre de députés. Podemos (12,8% au lieu de 14,3%) recule mais nettement moins qu'annoncé et les partis indépendantistes catalans (40,5% en Catalogne) progressent. Certes Ciudadanos s'effondre (6,8% au lieu de 15,7%) mais c'est au profit du parti historique de la droite espagnole, le PP (20,8% au lieu de 16,7%), et surtout de Vox le parti d'extrême droite qui passe de 10 à 15% et double son nombre de sièges de députés.

### Renforcement de la droite mais gouvernement de «gauche»

Au total, sauf en Catalogne, la manœuvre politique de Pedro Sanchez a abouti à un renforcement de la droite et à une durable institutionnalisation de l'extrême droite. Ces résultats reflètent bien la courte campagne électorale qui vient de s'achever. Une lassitude ou un désintérêt d'une partie



WIKIMEDIA COMMONS

importante de la population et une campagne complètement polarisée par la question catalane, où le PSOE a multiplié les déclarations et les mesures autoritaires et où les partis de droite n'ont cessé de surenchérir contre le mouvement et les partis catalans. Le grand bénéficiaire de ce débailage «espagnoliste» a logiquement été le plus radical sur ce terrain : Vox. Ce parti, dont les leaders proviennent du PP, ajoutant un discours à peine voilé de nostalgie du franquisme et ouvertement anti immigrés.

Paradoxalement le fractionnement politique de l'État espagnol joint à son système électoral font que c'est vraisemblablement un gouvernement de «gauche» qui sera désigné à la fin du processus parlementaire. Dès le surlendemain des élections le PSOE et Podemos ont signé un «préaccord» de gouvernement. Le texte est un catalogue de «bonnes intentions» de type économique et social qui prend bien soin de ne s'engager sur aucune mesure concrète. Sur la Catalogne, il s'agit plutôt de vœux pieux sur la restauration de la «convivialité», et la nécessité du «dialogue» mais bien sûr dans le strict cadre de la Constitution de 1978. Le seul point précis et concret de ce «préaccord» est que Pablo Iglesias serait désigné «vice-président du conseil» ! En signant cet accord, Pablo Iglesias et la direction de Podemos parachèvent l'évolution qu'ils ont imposée à leur parti depuis des années. Du parti antisystème, partisan de la rupture et se voulant la traduction politique des luttes qui avaient ébranlé l'État espagnol depuis 2011, Podemos, sa direction en tout cas, devient l'otage minoritaire d'un parti social-libéral, farouche défenseur de la Constitution postfranquiste.

Pour Podemos, pour son projet, cela prend toutes les allures d'un suicide politique.

### Rien n'est résolu

Pedro Sanchez devra encore trouver d'autres soutiens pour être investi. Il les aura peut-être du côté des forces «souverainistes» et défenseurs de la «multinationalité» de l'Espagne, en Catalogne, au Pays basque et en Galice. En obtenant au moins leur abstention, voire leur vote positif. Ce qui, logiquement, rendra encore plus instable et dépendant son gouvernement. Dans un contexte de situation économique qui se dégrade, de crise catalane où rien n'est résolu, bien au contraire, le gouvernement Sanchez se heurtera à de multiples contradictions et contestations. Enchaîné au gouvernement, Podemos et d'autres forces à la gauche du PSOE ne pourront offrir d'autres perspectives, ce qui ne peut manquer de profiter à la droite et surtout à l'extrême droite. Ces perspectives ne peuvent venir que «d'en bas», de la population et des travailleurEs, par une nouvelle phase de luttes pour les droits politiques et sociaux dans tout l'État espagnol.

Fabrice Thomas

Julian Assange est maintenu à l'isolement et, selon le rapporteur de l'ONU sur la torture, il présente d'importants signes de torture psychologique. L'audience au tribunal de Westminster le 21 octobre a montré que les conditions de son jugement ne sont pas démocratiques : les avocats ont peu de temps pour préparer le dossier, et Assange n'a pas accès à ses propres documents, dont il a besoin pour sa défense. Une prochaine audience a été fixée le 19 décembre, avant une autre audience en février concernant spécifiquement la demande d'extradition des États-Unis.

### Combat pour la transparence de l'information

La raison d'un tel acharnement réside dans le fait qu'Assange soit le créateur de Wikileaks, site ayant révélé de nombreux scandales, en particulier concernant la politique de l'impérialisme US et de ses relais : des crimes de guerre commis sur des journalistes par les États-Unis en Irak, l'espionnage systématique d'industriels et de personnalités politiques étrangères, l'incarcération sans motif de civils à Guantanamo, l'espionnage illégal de multiples personnalités par le gouvernement péruvien, l'espionnage des téléphones portables de citoyens russes par le gouvernement, le déversement de produits toxiques en Côte-d'Ivoire par un navire étranger ayant entraîné la mort de 17 personnes, une ordonnance secrète de censure émise par le gouvernement australien et portant sur une affaire de corruption impliquant des hauts dignitaires, et bien d'autres affaires que des gouvernements auraient préféré garder secrètes....

## LANCEURS D'ALERTE Contre l'extradition de Julian Assange aux États-Unis !

Le 11 avril dernier, le lanceur d'alerte Julian Assange était arrêté à l'ambassade d'Équateur par les autorités britanniques, après que le nouveau président équatorien Lenin Moreno lui a retiré l'asile diplomatique. La justice britannique est en train de statuer sur sa libération et sur la demande par les États-Unis de son extradition sur le territoire américain, où il risque 175 ans de prison...

Le combat d'Assange comme celui d'autres lanceurEs d'alerte est un combat pour la transparence de l'information, notamment celle portant sur les actes des gouvernements ou des grandes entreprises. La facilité avec laquelle de nombreux politiciens et même des journalistes ont appelé à l'incarcération d'Assange est révélatrice de l'enjeu de la transparence dans un monde où les gouvernements mentent et font de la rétention d'information pour maintenir leur pouvoir.

### Collusion entre États et entreprises privées

Le procès d'Assange et la traque contre Wikileaks reflètent la hargne et la détermination des gouvernements à écraser toute personne qui porterait atteinte aux intérêts des capitalistes en brisant le secret de leurs manœuvres et de leurs crimes. Emprisonner Assange revient à s'en prendre au journalisme d'investigation indépendant, à la liberté d'expression et à notre droit démocratique à dénoncer les pratiques criminelles menées aux plus hauts sommets des États. Nous ne nous reconnaissons pas dans toutes les déclarations faites par Assange. Nous estimons même que plusieurs d'entre elles doivent



DR

être clairement combattues politiquement<sup>1</sup>. Nous souhaitons, de plus, que les conditions soient réunies pour que son procès pour viol se tienne dans des conditions qui n'instrumentalisent pas les violences sexistes qu'il aurait pu commettre<sup>2</sup>. Que des plaintes aient été déposées pour agressions sexuelles et viol renforce notre détermination à lutter contre les attaques des États à son encontre, afin de rendre possible la tenue d'un procès. Il devrait être jugé sur cette question sans craindre d'être extradé aux États-Unis. Le 20 octobre dernier, un groupe d'une centaine de Gilets jaunes a fait le trajet de Paris à Londres pour

exiger la fin de la détention de Julian Assange. Nous soutenons pleinement cette revendication et exigeons du gouvernement français qu'il accède à sa demande d'asile politique.

### Carlito Vigot et Rémi Grumel

1 – Nous faisons notamment référence à ses déclarations anti-féministes dans une interview donnée au *Sunday Times* en décembre 2010, par rapport à l'accusation de viol portée contre lui en Suède : «La Suède est l'Arabie saoudite du féminisme» ou encore «Je suis tombé dans le nid de frelons du féminisme révolutionnaire». Source (en anglais) : <https://www.thetimes.co.uk/article/accuser-snapped-me-in-the-nude-m90vzzxvcs>  
2 – Alors que nous mettons sous presse nous apprenons que les poursuites contre Julien Assange ont été levées en Suède.



## Le monde en bref

### Mort de deux dirigeants des PC martiniquais et guadeloupéen en 1969 : attentat ou accident ?

Le 3 décembre 1969, Euvremont Gène, secrétaire général du PC guadeloupéen, et Dolor Banidol, membre du bureau politique du PC martiniquais, après avoir assisté à une conférence internationale du PC chilien, prennent un vol Air France. Après l'escale à Caracas, l'avion disparaît en mer. Il y a 62 morts, les 11 membres de l'équipage et 51 passagerEs. La thèse officielle est celle de l'accident, mais de nombreuses zones d'ombre subsistent. Un collectif unitaire soutient les familles dans leur exigence de vérité sur ce crash, qui s'est produit deux ans après l'assassinat du Che, quatre ans avant la victoire de l'Unité populaire au Chili, à une époque où la CIA s'inquiète des progrès des PS et PC en Amérique latine. Elles sont pointées également depuis deux ans par la majorité des syndicats des personnels navigants qui demandent la déclassification de l'enquête menée par le Bureau enquête accident, d'autant qu'un des documents de cet organisme parle d'une forte probabilité que ce crash soit imputable à l'explosion d'une bombe placée dans l'avion. Aujourd'hui la famille de Dolor Banidol porte plainte pour «acte terroriste», «recel de cadavre», car il y a un doute sérieux sur le fait que le corps remis à la famille soit celui de leur parent, et «soustraction de preuves». Cette plainte est accompagnée de divers documents validant l'hypothèse d'un attentat : un rapport médical attestant que d'après les lésions anatomiques, la déflagration se soit produite entre ces deux personnes ; un extrait de document confidentiel de l'inspection de l'aviation civile indiquant qu'un engin explosif à base de dynamite a été déposé dans le puits du train d'atterrissage. Si cette hypothèse est confirmée, la responsabilité du gouvernement français est évidemment engagée. Notre solidarité est totale avec cette action pour la vérité!

### Palestine. Solidarité avec Gaza !

La semaine dernière, l'armée israélienne a de nouveau bombardé massivement la bande de Gaza, minuscule territoire palestinien surpeuplé et soumis à un blocus ignoble depuis des années. Ce sont au moins 34 PalestinienEs qui sont morts sous les bombes israéliennes, pour la grande majorité des civils et des enfants, dont une famille de huit personnes victime d'une prétendue «frappe ciblée». Israël a pris prétexte de roquettes tirées depuis la bande de Gaza suite à l'assassinat par l'armée d'un dirigeant de la résistance palestinienne. Rappelons, encore une fois, que la résistance à l'occupation et à la colonisation est un droit, reconnu internationalement.

«La France déplore l'escalade en cours à Gaza. Elle condamne les tirs de roquettes qui visent depuis hier des zones habitées du territoire israélien depuis la bande de Gaza» : on est malheureusement habitué aux condamnations à géométrie variable, mais le communiqué du Quai d'Orsay, qui ne dit mot des morts gazaouis, a été d'une indécence crasse. Quant aux grands médias, encore une fois, leurs caméras se sont quasi exclusivement tournées vers les sirènes retentissantes à Tel Aviv... pendant que les enfants palestiniens mourraient sous les bombes israéliennes. Si un cessez-le-feu semble avoir été trouvé le jeudi 14 novembre, qui n'a pas empêché qu'Israël effectue d'autres bombardements, plus que jamais nous devons affirmer notre solidarité avec le peuple palestinien de Gaza et dénoncer l'État d'Israël qui lui impose sa domination coloniale et qui doit être sanctionné et rendu comptable de ses crimes de guerres. C'est tout le sens de la campagne BDS (Boycott-désinvestissement-sanctions), dont le développement et le renforcement, en l'absence de toute autre forme de sanction et de pression, sont une urgence absolue.



DR



Contre les violences sexistes et sexuelles:

**L'HEURE EST À LA MOBILISATION!**

Dossier réalisé par la commission nationale d'intervention féministe

## VIOLENCES FAITES AUX FEMMES: DE QUOI PARLE-T-ON?

Les violences faites aux femmes recouvrent un ensemble de faits allant de l'injure sexiste aux féminicides en passant par les agressions sexuelles et les viols. En France, il aura fallu attendre le début des années 2000 pour avoir une première étude nationale sur les violences faites aux femmes<sup>1</sup>. Reconnue depuis, sous différentes formes, ces recherches nous permettent de prendre conscience que les violences sexistes et sexuelles sont omniprésentes dans la vie des femmes. Bien loin d'être des faits isolés, que ce soit dans l'espace privé de la famille ou dans l'espace public (rue, travail), les femmes sont massivement victimes, tout au long de leur vie, de violences.

### Des chiffres effarants

Ainsi les agressions sexuelles touchent 580 000 femmes par an<sup>2</sup>. Celles-ci se produisent en particulier dans l'espace public (380 000 cas) mais aussi sur le lieu de travail (128 000) ou le lieu d'étude (24 000). Ainsi, 17% des femmes déclarent avoir déjà renoncé à sortir seules de chez elles (contre 3% des hommes) car elles se sentent en insécurité<sup>3</sup> et on évalue qu'une femme sur cinq sera confrontée à du harcèlement

sexuel au cours de sa vie professionnelle. Par ailleurs, on estime que, chaque année en France, 94 000 femmes sont victimes de viols ou de tentatives de viol : il y a donc une femme violée toutes les 8 minutes. Dans 90% des cas, les agressions sont perpétrées par une personne connue de la victime et, dans 47% des cas, l'agresseur est le conjoint ou l'ex-conjoint de la victime. 90% des victimes de violences sexuelles sont des femmes. 96% des coupables sont des hommes.

Au sein du couple, 220 000 femmes par an sont victimes de violences physiques et ou/sexuelles. Ces violences conjugales peuvent aller jusqu'au féminicide et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, 136 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint, soit une femme tous les deux jours. En 2017, 21 enfants ont aussi été tués dans le cadre des violences conjugales. On estime par ailleurs que 217 femmes se suicident chaque année suite aux violences subies.

### Des faits divers?

Mais ces violences restent encore bien souvent traitées comme des faits divers ou des comportements « normaux ». Les journaux parlent encore de « crimes passionnels »

ou de « galanterie à la française ». La loi du silence règne encore, et lorsque les femmes dénoncent les violences dont elles sont victimes, elles sont bien souvent pas, ou peu, prises au sérieux. Un récent rapport de l'IGJ (Inspection générale de la justice)<sup>4</sup> nous apprend que dans 41% des cas de féminicides, les violences avaient déjà été signalées à la police mais que, dans 80% des cas, les plaintes avaient été classées sans suite. De la même manière, seulement une femme victime de viol ou tentative de viol sur 10 dépose plainte, et ces plaintes n'aboutissent à une condamnation que dans un cas sur 10. Les choses changent cependant et de plus en plus de victimes sortent du silence. Depuis le mois d'octobre 2017 et le début du mouvement #MeToo, le nombre de victimes de violences sexuelles enregistrées sur une année par la police a augmenté de 23% et, à l'ouverture du Grenelle sur les violences faites aux femmes, les appels au 39 19 ont doublé.

1 – ENVEFF: «Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France» (2000).  
2 – Enquête VIRAGE: «Violence et rapports de genre» (2018).  
3 – Enquête «Cadre de vie et sécurité» (2018).  
4 – Mission sur les homicides conjugaux (2019).

## LA QUESTION DES VIOLENCES COMME CATALYSEUR

Nous avons pu voir ces dernières années, à une échelle internationale et de masse, le mouvement féministe revendiquer la fin des violences contre les femmes. Si ce mot d'ordre ne date pas d'hier, jamais la question de la lutte contre les violences n'aura été porteuse d'une révolte de cette ampleur.

### Les violences sont partout

Les violences que subissent les femmes, mais aussi à d'autres degrés les personnes LGBTI, se retrouvent partout dans la société. Elles vont de la violence « symbolique » au meurtre, en passant par le harcèlement ou le viol. Ce continuum de la violence permet bien de comprendre à quel point il fait partie d'une construction de genre (c'est-à-dire de l'éducation), pour les hommes à les commettre pour maintenir un pouvoir, et pour les femmes à accepter – du moins en partie – de les subir. La plupart de ces violences font partie de notre quotidien : elles surviennent dans la famille, au boulot, entre amis, à l'école, dans la rue...

Si les violences les plus graves sont en partie socialement condamnées (d'un point de vue légal : le viol, le féminicide ou le harcèlement sont passibles de peines d'emprisonnement), elles sont souvent déconnectées du système global. Ces faits de violences sont vus comme isolés et ils empêchent la compréhension de l'utilité de la violence pour le système. Car il ne fait pas que l'engendrer, elle lui sert. Cette violence constante est ce qui permet la domination globale sur les femmes dans l'ensemble des cadres sociaux, mais en particulier dans le cadre familial, dont la conséquence est de faire perdurer l'assignation au travail reproductif.

### Une lutte anticapitaliste

Le #MeToo, il y a maintenant deux ans, avait permis d'afficher

cela, montrer à une échelle de masse cette violence systémique, c'est-à-dire qu'elle n'est pas l'œuvre de fous dangereux. Elle frappe chaque femme et est commise par la société dans son ensemble.

Il n'est pas étonnant que la revendication de la fin des violences intervienne au cœur de la crise du système capitaliste, non pas pour dire que ces violences augmenteraient, même si c'est une possibilité, mais bien parce qu'en temps de crise, c'est aussi le discours idéologique dominant qui se fissure. La lutte contre les violences est profondément une lutte anticapitaliste : il est bien sûr possible d'avoir une amélioration des conditions matérielles des femmes, mais la fin des violences nécessite la construction d'un autre système, permettant de mutualiser le travail reproductif, de construire d'autres types de familles, etc.

### Les violences sont économiques

La violence à l'encontre des femmes ne se limite pas à une violence physique ou symbolique, elle est aussi une violence économique. Les femmes occupent 80% des temps partiels, ce qui veut dire concrètement qu'elles sont abonnées à la précarité et aux bas salaires, alors que l'on sait que le nombre de foyers monoparentaux augmente, et qu'il sont très majoritairement composés de mères isolées. Les conditions de travail ont des conséquences physiques et psychologiques graves. L'accélération de la crise a eu des conséquences dramatiques pour les femmes : diminution des allocations, casse des services publics, fermeture des maternités, baisse des minimas sociaux, ... C'est ce qui a été pointé par le mouvement des Gilets jaunes.

### Revendiquer le droit à l'autonomie pour toutes les femmes

Aujourd'hui, le mouvement féministe en France concentre ses revendications autour du fait de punir ces violences, soit la fin de l'impunité. C'est un fait : moins de 1% des plaintes pour faits de violences sont sanctionnées par une peine d'emprisonnement<sup>1</sup>. La volonté de mettre les agresseurs en prison est légitime, car cette impunité est un fait social. Cependant, elle ne résout rien : la prison n'est pas dissuasive et elle ne permet pas de modifier un comportement. Elle n'a qu'une seule fin, celle d'être répressive. Ce discours est d'ailleurs largement utilisé par le gouvernement Macron. Dans nombre de cas de violence, le principal reste le besoin d'autonomie des femmes : l'accès à des ressources pour s'extirper de la violence. L'acceptation de la violence ne se situe pas au niveau idéologique, l'emprise n'est pas uniquement d'ordre psychologique, elle a des conditions matérielles. C'est donc bien l'augmentation massive des salaires, le droit au logement, la fin des contrats précaires, la réduction du temps de travail, mais aussi l'interdiction des licenciements qui sont au cœur de la lutte contre les violences. Même si cela ne s'oppose pas à mettre de l'argent dans les services publics et en particulier dans l'éducation pour proposer une éducation non sexiste, augmenter les places dans les foyers ou financer les associations féministes de terrain à hauteur des besoins.

1 – Louise Fessard et Donatien Huet, «En France, les condamnations pour viol chutent, alors que les plaintes augmentent», *Mediapart*, 13 octobre 2018 : <https://www.mediapart.fr/journal/france/131018/en-france-les-condamnations-pour-viol-chutent- alors-que-les-plaintes-augmentent>.

## LES FEMMES MOBILISÉES DANS LE MONDE

En ce moment, on voit une vague de rébellions populaires aux quatre coins du globe : Chili, Équateur, Honduras, Algérie, Liban, Irak, Haïti, Hong Kong, Porto Rico, Catalogne... et aussi les Gilets jaunes en France. Ces rébellions s'expriment à travers des mobilisations massives, plus ou moins prolongées, ce qui semble annoncer un nouveau printemps des exploités et des opprimés.

### Accumulation d'expériences

Comme souvent, le mouvement des femmes a précédé cette rébellion planétaire. Le mouvement des femmes se mondialise depuis 2015 avec les luttes contre les féminicides dans plusieurs pays (Espagne, Argentine, Mexique), il s'est développé en 2017 avec la lutte pour le droit à l'avortement en Pologne, en Irlande, en Argentine, au Chili, et il s'est étendu avec #MeToo à de nombreux autres pays de tous les continents. Nous entrons dans une période de radicalisation qui prolonge une

accumulation d'expériences antérieures, parmi lesquelles celles du mouvement des femmes. Cette expérience mondiale se propage, avec une nouvelle montée de la lutte des classes qui se heurte à des gouvernements de plus en plus durs, dans le cadre d'un tournant réactionnaire international, avec une partie des couches moyennes qui accompagnent la bourgeoisie et l'impérialisme, et qui se placent à droite et à l'extrême droite.

Les gouvernements réagissent avec l'état d'urgence, les couvre-feu, la répression, des arrestations, des assassinats de militants. En France, les femmes Gilets jaunes ont été victimes de la répression policière autant que les hommes. Au Chili, au Brésil, en Bolivie, des femmes activistes ont même été violées et tuées.

### Auto-organisation

Les luttes généralisées ont suivi la tendance du mouvement des femmes vers l'auto-organisation, dans plusieurs pays des

coordinations se sont créées, des comités, comme les CDR en Catalogne. Le mouvement des femmes s'organise en dehors des institutions traditionnelles, comme les syndicats et les associations gouvernementales.

L'élément manquant dans l'ascension globale est l'intervention de la classe ouvrière en tant que telle et en tant que leader du processus. Au Chili, en Bolivie et en France, on comprend de plus en plus l'importance de la grève des travailleuses comme principale méthode de combat. Déjà, la grève des femmes avait montré la voie.

Dans ce processus de radicalisation mondiale, il s'agit de faire en sorte que les revendications des femmes restent visibles au milieu de l'ensemble des luttes, avec notamment la question des violences sexistes et sexuelles. Nous devons inclure nos arguments féministes dans le programme international de lutte, ainsi que les revendications contre le racisme.

## L'ENJEU D'UN MOUVEMENT AUTONOME ET AUTO-ORGANISÉ

**D**epuis plusieurs mois, les collages féministes contre les violences faites aux femmes se multiplient dans de nombreuses villes. Les cas de violence recensés sont affichés sur les murs, exposés à la vue de touTEs. Les noms de femmes tuées par leur (ex-)conjoint sont placardés partout, constituant une sorte de compteur collectif des féminicides qui est quotidiennement actualisé. En cette fin d'année, on peut donc suivre au jour le jour le chiffre funeste du nombre total de féminicides en 2019 rien qu'en sortant de chez soi et en marchant dans la rue.

### Nouvelle audience des luttes auto-organisées contre les violences

Impulsée par des groupes de femmes auto-organisées, cette nouvelle pratique de visibilité des violences dans l'espace public prend forme dans la lignée du mouvement #MeToo de l'automne 2017, et de la libération de la parole qui l'a accompagné. Mais ce qui change dans la période actuelle, c'est que l'on passe de déclarations individuelles dans la presse ou sur les réseaux sociaux à une action collective de rue. Autre nouveauté, le terme même de féminicide est repris et fait les gros titres dans la presse : il devient compréhensible à une échelle large.

Dans une société où il est très difficile de dénoncer ces violences, où elles sont passés sous silence, où les violeurs jouissent le plus souvent d'une impunité quasi totale (voire le cas d'école autour de Roman Polanski), le fait que des groupes de femmes se mettent en mouvement est indéniablement positif. Chose qui n'a rien d'une nouveauté dans les mobilisations féministes, la lutte s'organise

principalement en dehors des organisations politiques et syndicales traditionnelles.

### Rupture entre mouvements féministe et ouvrier

La deuxième vague féministe – que l'on peut situer autour des luttes des années 1970 pour la contraception et l'avortement – est un moment pivot dans la constitution du mouvement autonome des femmes tel qu'on le connaît aujourd'hui. Dès Mai 68, les militantes témoignent de leurs difficultés à entrer dans les organisations politiques et syndicales, et quand elles y parviennent, elles sont souvent assignées à des tâches logistiques.

Dès cette période, une bien fâcheuse tendance se développe – et continue de subsister aujourd'hui – dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier : celle de se méfier des mobilisations féministes car elles seraient la plupart du temps petites-bourgeoises. Penser cela, c'est ne pas voir que celles qui ont le plus intérêt à lutter dans le mouvement autonome des femmes sont celles qui sont les plus précaires. Sur la question de l'avortement par exemple, dans les pays qui l'interdisent, les femmes bourgeoises disposent de solutions pour recourir à une interruption de grossesse : elles connaissent les médecins qui pratiquent des avortements clandestins, et elles disposent de l'argent nécessaire pour les payer. En Argentine, où un mouvement de masse pour la légalisation de l'avortement existe depuis plusieurs années, cette idée s'incarne dans l'un des slogans phares de la mobilisation : « *Les riches avortent, les pauvres meurent* ».

Quand les révolutionnaires ne prennent plus en charge les questions de mœurs, de sexualité, quand ils cessent de les prendre

comme des objets politiques, alors le féminisme est vidé de sa substance politique, de son potentiel lutte de classe, neutralisé. Dans cette configuration, les femmes qui veulent lutter pour leurs droits matériels – et donc liés aux questions de classe – que sont l'accès à la contraception, à l'avortement, à l'autonomie économique et contre les violences, n'ont d'autre choix que de s'auto-organiser.

### Un rôle à jouer

Pour les militantEs révolutionnaires, il s'agit toujours de garder en tête que l'autonomie (relative) du mouvement féministe n'est jamais qu'un moyen et non une fin en soi. Notre rôle est crucial à un double niveau. Premièrement, il s'agit pour nous de construire loyalement les mobilisations féministes, en y défendant un féminisme lutte des classes, pour les orienter autant que possible vers un affrontement contre le système capitaliste, seule stratégie crédible pour arracher de nouveaux droits.

Deuxièmement, il est de notre responsabilité de construire des passerelles entre les mobilisations féministes et les autres bagarres en cours – la grève du 5 décembre contre le projet de réforme des retraites, pour ne citer qu'un exemple – parce qu'à terme, nous cherchons à entraîner dans une lutte commune touTEs les exploitéEs et oppriméEs.

Il y a fort à parier qu'à mesure que nos organisations politiques et syndicales prendront en charge les questions féministes, à tous les niveaux, l'autonomie des mobilisations spécifiquement féministes s'amenuisera. C'est en ce sens qu'il faut envisager une convergence des luttes entre mouvement féministe et ouvrier, car il y a bien une chose dont le mouvement féministe n'est pas autonome : c'est la lutte des classes !



## Des revendications pour en finir avec les violences

- Créer un service public d'accueil permanent pour les femmes victimes de violences : services de soins et d'aide psychologique et juridique, avec du personnel formé et la simplification des démarches pour porter plainte.
- Créer un service public d'hébergement d'urgence et d'espaces sécurisés pour les femmes victimes de violences conjugales.
- Développer l'accès aux logements sociaux pour les femmes victimes de violences domestiques qui préfèrent quitter leur domicile. Pour celles qui souhaitent rester chez elles, garantir leur protection dès la première alerte et l'éloignement du conjoint.
- Augmenter les subventions et les moyens attribués à toutes les associations féministes et aux numéros d'appel gratuit qui luttent contre les violences faites aux femmes.
- Délivrer une véritable éducation sexuelle à l'école, animée par des intervenantEs extérieurs qui abordent les notions de plaisir, de libre consentement, l'identité de genre, la multiplicité des sexualités, les violences...
- Interdire le licenciement des victimes, leur donner des congés payés pour effectuer leurs démarches et la possibilité de modifier leur lieu de travail ou leurs horaires
- Accorder le droit d'asile pour toutes les femmes victimes de persécutions sexistes ou de violences sexuelles. Le droit au séjour doit être individualisé, et non plus dépendre de la famille.
- Lutter pour l'autonomie économique et sociale des femmes, s'opposer au temps partiel imposé, aux inégalités de salaires entre femmes et hommes, développer un service public d'accueil de la petite enfance et des personnes dépendantes.

## DE NOVEMBRE À MARS, ET DE MARS À NOVEMBRE : EN LUTTE ET EN GRÈVE CONTRE LES VIOLENCES ET LA PRÉCARITÉ !

**L**es années féministes se suivent et ne se ressemblent pas. Cependant, deux grands rendez-vous de mobilisation sont devenus incontournables : le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, et le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Ces dernières années nous avons vu une augmentation extrêmement importante de la participation à ces deux journées. Les faits que ce soit concomitant met en évidence qu'il y a bien un lien entre les deux.

### La précarité économique et les violences

La précarité économique des femmes est un facteur aggravant des violences puisque les victimes sont dépendantes de leur agresseur. Revenus inférieurs, précarité et temps partiel beaucoup plus fréquents, loyers exorbitants... constituent un élément essentiel qui empêche

matériellement les femmes de sortir de la spirale des violences. Et lorsqu'elles s'enfuient malgré tout du domicile conjugal, parfois avec leurs enfants, l'aide apportée par l'État est très insuffisante, notamment en matière de logement d'urgence. L'accès à l'emploi, l'interdiction des temps partiels imposés, l'égalité salariale, la régularisation de touTEs les migrantEs, la compensation du différentiel sur les pensions de retraite... sont des revendications essentielles.

### Les violences sur les lieux de travail

Pris de l'autre côté, le lien entre violences et travail est net aussi : 5% des viols (10 par jour) et 25% des agressions sexuelles ont lieu sur les lieux de travail, une femme sur 5 a été victime de harcèlement sexuel au cours de sa vie professionnelle, 80% des femmes salariées considèrent que dans le travail les femmes sont régulièrement confrontées à des attitudes ou



comportements sexistes. Les rapports hiérarchiques, les tensions et le stress au travail sont des facteurs qui aggravent les violences. Les employeurs ont une responsabilité particulière dans la lutte contre les violences sexuelles et sexistes car ils ont l'obligation de garantir la santé

et la sécurité des salariéEs. Aujourd'hui, aucune mesure coercitive n'est mise en œuvre pour obliger les entreprises à prendre des dispositions, notamment de prévention. Au contraire, faire reconnaître devant la justice des situations de harcèlement ou de violence reste un parcours

de la combattante. Là encore, les moyens mis en œuvre par l'État sont plus qu'insuffisants : restriction des moyens d'action de l'inspection du travail, des prud'hommes, de la médecine du travail. L'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) est l'une des seules associations à intervenir sur ce sujet, et elle est tout simplement débordée par l'affluence des demandes.

### La question de la grève

Ces sont les femmes d'Argentine qui ont porté massivement la question de la grève pour lutter contre les violences. Le mouvement a fait tache d'huile, du Mexique à l'Espagne, du Chili à la Belgique... La grève totale du travail salarié et reproductif permet de rendre visible tout ce travail gratuit, effectué essentiellement par les femmes dans le cadre de la famille : ménage, cuisine, courses, soins... Elle permet aussi de mesurer la place occupée par les femmes dans le

travail salarié, qu'il soit productif ou de service, en particulier du *care*.

En arrêtant le travail, les femmes font la démonstration que la société ne peut tourner sans elles, que le système capitaliste et patriarcal repose entre autres sur la surexploitation des femmes et tout le travail fourni gratuitement pour permettre la reproduction de la force de travail.

Comme pour le reste du mouvement social, la grève est un outil essentiel du rapport de forces. Cette compréhension est en train de gagner progressivement le mouvement féministe. La grève des femmes ne pourra être massive comme en Espagne que si, d'une part, les femmes s'auto-organisent et que, d'autre part, le mouvement syndical et social global s'implique dans cette mobilisation. Les liens entre lutte des classes et lutte féministe sont essentiels pour la construction d'un mouvement de masse, pour gagner sur nos revendications sur tous les fronts.

18 DÉCEMBRE

## Contre les politiques racistes et sécuritaires!

*C'est entendu, le préfet de police Didier Lallement n'est pas de notre camp. Il a tenu à le préciser dimanche place d'Italie, au lendemain d'une énième journée de violences policières contre les Gilets jaunes. Pas de notre camp? Il faut bien l'avouer, nous n'en doutions pas!*

Dans une énième opération de com' gouvernementale jeudi 7 novembre, Lallement pilotait la 59<sup>e</sup> évacuation, appelée pour l'occasion « mise à l'abri humanitaire », effectuée depuis 2015 dans la capitale. Deux campements de migrantEs porte de la Chapelle et porte d'Aubervilliers, habités par 1606 personnes, étaient évacués, leurs habitantEs embarqués dans des cars, leurs tentes confisquées et détruites. La « mise à l'abri humanitaire » avait comme finalité, comme souvent, l'entassement pour quelques jours dans des gymnases de banlieue réquisitionnés. « Il n'y aura plus jamais de personnes qui s'installeront dehors » proclamait alors le préfet. Et pourtant, en quelques jours, malgré la terreur que font régner ses sbires, malgré le froid, dans un terrible isolement, à flan de talus juste à quelques mètres du périphérique, les « invisibles », les « pestiférés » ont reconstruit leurs bidonvilles dans la capitale de la 7<sup>e</sup> puissance mondiale, qui doit accueillir les prochains JO!

### Préparer la mobilisation du 18 décembre!

À l'occasion de la journée internationale des migrantEs proclamée par l'ONU le 4 décembre 2000, des manifestations et des rassemblements se tiendront dans maints pays. Nous devons nous emparer de cette date pour en faire, en France, une échéance unitaire pour toutes celles et tous ceux qui refusent le racisme, combattent pour l'égalité des droits. L'an passé avait constitué un temps fort de mobilisation avec la participation notamment de la CGT, qui avait permis l'élargissement au-delà des associations et collectifs de sans-papiers habituels. Forts de cette expérience et du réel succès de la marche contre l'islamophobie du 10 novembre, il nous faut monter d'un cran pour établir un véritable rapport de forces dans la rue avec un gouvernement et un président qui ne cessent de faire de la surenchère raciste avec le RN de Le Pen, préparant déjà les thèmes de débat de la prochaine élection présidentielle.

D'ores et déjà de nombreux collectifs de sans-papiers, d'associations antiracistes et d'organisations politiques et syndicales ont décidé de se joindre à la mobilisation. L'appel national sera rendu public dans les prochains jours, laissant à chacun le soin d'en organiser localement les modalités. Un visuel pouvant être repris partout « Égaux, égales, personne n'est illégal » sera prochainement édité en masse, ainsi qu'un tract d'appel rappelant les revendications qui font consensus. Pour stopper la montée des nationalismes, le développement du fascisme et de toute forme de racisme; en mémoire des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes morts sur les routes de la migration, victimes des frontières et des politiques meurtrières des gouvernements les plus riches de la planète et leurs complices; pour la liberté de circulation et d'installation et la fin du système Dublin; pour soutenir et amplifier les grèves et les luttes des sans-papiers; contre les centres de rétention.

Alain Pojolat

## ÉDUCATION NATIONALE La grève se prépare

*La politique du gouvernement constitue un grand coup contre le service public d'éducation, les statuts des personnels et les élèves des classes populaires. La réforme des retraites amputerait les pensions de 200 à 1100 euros mensuels. Avec des pensions allant de 1000 euros, dans le pire des cas, à 2200 euros brut, dans le meilleur des cas, en passant par 1540 euros dans la majorité des cas, le système par points entraînerait dans la pauvreté de la presque totalité des retraitéEs. Les appels intersyndicaux et de la coordination nationale de Toulouse à une grève à partir du 5 décembre contribuent à préparer la grève reconductible et incitent à créer des comités de mobilisation.*

À la dévalorisation salariale, les réformes Blanquer ont ajouté la dévalorisation et la perte de sens du métier. Les dédoublements de CP et de CE1 et l'instauration des évaluations à tous les niveaux de l'école, du collège et du lycée sont un moyen de mettre sous contrôle permanent les professeurEs.

Les réformes de Parcoursup, du baccalauréat et des lycées pilotent les pratiques enseignantes avec des évaluations permanentes. En plus de la prise en compte pour 10% des notes des bulletins trimestriels, les épreuves communes de contrôle continu vont instaurer une pression permanente sur les enseignantEs et les élèves. Le contrôle institutionnel ne s'arrête pas là puisqu'une « commission d'harmonisation académique » sera chargée de comparer toutes les notes pour un même exercice et pourra les changer selon son bon vouloir. Les enseignantEs deviennent de simples exécutants des directives ministérielles. Alors que les salaires sont bloqués, l'intensité du travail, la dégradation des conditions de travail et la multiplication des tâches mettent une grande majorité des enseignantEs en situation de surmenage.

### Appauvrissement des retraitéEs

Le calcul des pensions à partir du salaire du sixième mois avant le départ en retraite permettait de maintenir des pensions correctes, même si l'instauration de la décote a contribué à les diminuer ou à retarder l'âge du départ. Cela permettait de compenser les salaires faibles de début de carrière et de rendre supportables des carrières longues et difficiles. L'instauration du système par points ferait baisser les pensions de 190 à 1300 euros selon les catégories de personnels. SUD Éducation a créé un site dédié avec un outil de simulation pour comparer les montants des pensions avant et après la réforme pour des carrières complètes. Un personnel administratif

### RECUL DE L'ÂGE DE LA RETRAITE DES PROFS



(ADJAENES) qui commencerait à travailler à 23 ans et partirait à 62 ans perdrait 190 euros avec une retraite brute à 906 euros au lieu de 1096 euros. Une professeure des écoles (PE) qui commencerait à travailler à 24 ans et partirait à la retraite à 62 ans perdrait 567 euros avec une retraite brute de 1291 euros au lieu de 1858 euros. Le cas moyen se calcule en considérant une certifiée qui commencerait à 24 ans et partirait à 64 ans en prenant en compte 5 ans en réseau d'éducation prioritaire et la prime de professeur principal (ce qui n'est pas prévu dans le rapport Delevoye). Elle partirait avec une pension de 1540 euros au lieu de 2220 euros dans le système actuel.

### La grève reconductible se prépare

L'appel de l'intersyndicale nationale contre la réforme des retraites du 16 octobre regroupe les syndicats de l'Éducation nationale CGT, FO, FSU, Solidaires et les syndicats étudiants et lycéens FIDL, MNL, UNL et UNEF. Il appelle à « une première journée de grève le 5 décembre ». Il a été complété par un communiqué de presse des syndicats du second degré, auxquels se sont joints le SNLC et le SIES le 24 octobre, qui

appelle à « préparer et réussir à réunir ensemble la grève interprofessionnelle du 5 décembre et ses suites. »

Si ces communiqués peuvent paraître frileux sur les suites du 5 décembre, certains appels départementaux vont plus loin comme en Seine-Saint-Denis. Les syndicats CGT, FO, FSU, SUD Éducation, CNT Éducation et SE-UNSA « appellent touTEs les salariéEs, à préparer dans l'unité les conditions de la grève à partir du 5 décembre. Ils engagent toutes leurs structures syndicales locales [...] à tenir des assemblées générales, des réunions de mobilisation, des tournées afin que, avec les collègues, nous décidions, tous ensemble, la grève et sa reconduction, pour défendre les revendications sur la réforme des retraites. »

Partout, des réunions publiques commencent à se tenir, des comités de mobilisation interprofessionnels se forment, des AG d'établissement votent des appels et préparent la grève.

### Des revendications ancrées et unifiantes

Créer les conditions de la mobilisation, c'est aussi proposer des plateformes susceptibles de résoudre les problèmes spécifiques de chaque secteur et

d'enclencher la convergence entre les secteurs. Ainsi la coordination de Toulouse du 9 novembre reprend l'intégralité des revendications du mouvement de l'an dernier et l'intersyndicale 93 affirme que « faire reculer Macron et son gouvernement sur les retraites, c'est créer les conditions de la reconquête de nos droits », avec des revendications qui poursuivent le combat contre les réformes Blanquer, pour des moyens et des créations de postes.

### Construire l'auto-organisation

Enfin il convient de construire la grève comme un outil collectif pour gagner, auto-organisé, avec des assemblées générales qui décident des revendications et des modalités de la lutte. À la RATP c'est la grève illimitée qui est préconisée, à la SNCF on parle de grève reconductible, dans l'éducation il s'agit de faire grève à partir du 5 décembre. Les modalités de la grève sont à décider en AG: doit-on décider de reconduire la grève chaque jour? Comment aider à se projeter dans une grève de longue durée? L'importance du mouvement de grève le 5 décembre et de la présence aux assemblées générales aideront sans aucun doute à reconduire!

François Montreuil

### SNCF

## La tension monte à l'approche du 5 décembre

*La réussite de la grève 13 septembre à la RATP et l'appel à la grève illimitée à partir du 5 décembre ont marqué les esprits dans le milieu cheminot, et redonné confiance.*

La confiance retrouvée s'est muée en colère, et la tension à la SNCF ne fait depuis que s'amplifier. D'abord avec le « dépôt de sac » des contrôleurEs du réseau de Paris-Saint-Lazare, le 14 octobre dernier, à la suite d'agressions qui se multiplient faute de personnel. Puis, avec les roulants, conducteurEs et contrôleurEs, partout en France dès le 18 octobre, qui ont débrayé massivement après un accident à un passage à niveau faisant

plusieurs blesséEs dont le conducteur. Ensuite, les agentEs de maintenance des ateliers TGV de Châtillon ont « déposé la caisse » séance tenante le 21 octobre et sans préavis, pour s'opposer à la volonté de la direction de supprimer des repos. La rage des agentEs de Châtillon s'est étendue aux autres ateliers de maintenance TGV de la région parisienne, puis à ceux de la région lyonnaise, avec toujours la même indignation face à la dégradation des conditions de travail et aux salaires insuffisants. D'autres débrayages ont ensuite éclaté ici et là. Pas de doute que la situation est explosive.

### Vers une grève reconductible?

Ces mobilisations massives et spontanées ont été accueillies chaleureusement par celles et ceux d'autres secteurs, qui n'y ont pas participé;

de même que la journée des hospitaliers a fait chaud au cœur; l'immolation d'un étudiant a fait beaucoup discuter. Il est pourtant et paradoxalement difficile de dire à ce jour comment le 5 décembre sera suivi – et poursuivi. Les avancées dans les récentes luttes sectorielles, contre des directions locales, ont semblé davantage à portée de main qu'un recul à imposer au gouvernement et à la direction de la SNCF, face à une attaque globale touchant l'ensemble du monde du travail. Et les cheminotEs, alliés à celles et ceux de la RATP, se demandent quels autres secteurs mobilisés seront avec eux dans la lutte.

Sur le plan syndical, l'unité entre Sud Rail, FO, l'Unsa et la CGT autour d'une grève reconductible à partir du 5 décembre s'est peu à peu construite et, pour certaines directions syndicales, grâce à





**FORD BLANQUEFORT****Nouvelle saison, nouvelles batailles**

**M**ême compliquée, il y a une vie après une fermeture et des licenciements, et c'est pour cette raison que ça vaut le coup de le raconter. D'autant plus que du côté des médias, des pouvoirs publics, des voix officielles, c'est le silence absolu. Comme s'il fallait vite passer à autre chose, comme si l'usine était déjà à effacer de nos esprits.

**Dérobades, incompétences et trahisons**

Un silence bien compréhensible car l'objectif de tous ceux qui veulent ainsi classer l'affaire c'est d'éviter de tirer les leçons d'un « échec », d'avoir des comptes à rendre aux salariéEs et à la population. Comme le disent eux-mêmes les élus locaux, les responsables des collectivités territoriales, des pouvoirs publics, des administrations diverses, il ne faut pas ressasser le passé mais parler maintenant de l'avenir.

Cela peut apparaître très philosophe mais, en réalité, ce n'est que la traduction de leur dérobade, incompétence ou trahison. Le futur qu'ils nous préparent sera tout aussi

*La « chronique » de l'usine Ford Blanquefort n'est pas encore tout à fait terminée. Une nouvelle saison débute en quelque sorte. C'est celle de l'après-lutte ou de l'après-fermeture. Car il y a évidemment un après. Celui de la galère sans doute, celui des conséquences humaines dramatiques peut-être, celui des dégâts sociaux dans et autour de l'agglomération bordelaise.*

mauvais, fait des mêmes dérobades, incompétences et trahisons.

Cela est déjà illustré par l'accord qu'ils viennent tous de signer avec Ford, lequel prépare la convention de revitalisation qui se révélera aussi inefficace que d'habitude. Le terrain est gardé par Ford, donc il ne peut y avoir réindustrialisation du site au moins pour les cinq ans qui viennent. Reste ce qu'ils appellent la « revitalisation » de la zone géographique concernée par les pertes d'emplois en conséquence de la fermeture de l'usine. En gros, cela concerne le département de la Gironde, avec des zones prioritaires qui donneront droit à des bonus.

**L'arnaque de la « revitalisation »**

La revitalisation, c'est tout bonnement un système de primes, censé attirer des entreprises nouvelles

ou censé encourager l'embauche chez celles déjà présentes sur le territoire. C'est le licencié (ici Ford) qui apporte une somme d'argent fixée par la loi (Ford donne généreusement un peu plus : 14 millions d'euros). Et c'est Ford qui décide de la redistribution, sous contrôle de l'État (préfecture) certes, mais autant dire que Ford devrait faire comme bon lui semblera.

N'importe quelle entreprise pourrait profiter de ces primes. Par exemple, ce qui est le plus probable pour le moment, si Dassault ou TBM (transport bordelais) recrutent, alors ils profiteront de l'aubaine, en obtenant une prime dès qu'ils recruteront. Et s'ils recrutent un ex-Ford, la prime de 3 000 euros sera majorée de 5 000 euros par salariéE. Sans jamais bénéficier directement au salariéE... On imagine quelques

patrons bien informés se saisissant d'une opportunité pour recruter en réduisant leurs coûts. La revitalisation, ce n'est en aucun cas une réindustrialisation. Pour les pouvoirs publics c'est toujours une façon de faire semblant d'agir, de faire comme s'ils avaient une politique industrielle. Au final, ils ne font que ce qu'ils savent faire : donner de l'argent aux capitalistes, plus aux grands qu'aux petits d'ailleurs. C'est le scandale qui continue d'un argent public gaspillé.

Ce qui compte pour nous, entre autres batailles, malgré les filtres, c'est de faire connaître largement les lâchetés et les mensonges de ceux qui ont des responsabilités mais qui se disent impuissants quand il faut agir. Ce seront les mêmes qui, lors des élections, revendiqueront la place et affirmeront qu'il faut leur faire confiance.

**Philippe Poutou**

**TRAVAIL DE NUIT Un recul, pas un retrait**

*Après le travail du dimanche, celui de nuit: le lobbying de la grande distribution, toujours à l'affût de marges supplémentaires et confronté à des condamnations judiciaires régulières suite à des plaintes, entre autres, de l'intersyndicale CLIC-P (Comité de liaison intersyndical du commerce de Paris) exige désormais de la part du gouvernement de pouvoir ouvrir les portes des supermarchés au-delà de 21h.*

**L**e 13 novembre dernier devait ainsi être présenté en Conseil des ministres un projet de loi visant à ajouter le commerce alimentaire à la liste des dérogations existantes à l'interdiction du travail de nuit. De la sorte, les petites comme les grandes entreprises du secteur, de Franprix à Monoprix, voulaient désormais faire travailler en toute légalité et pour un moindre coût leur personnel jusqu'à minuit. Évidemment, l'impératif de protection de la santé des travailleurEs ne rentre pas en ligne de compte dans ce calcul, alors qu'il est avéré que le travail de nuit augmente le développement de certaines maladies mais aussi l'accidentologie, réduit l'espérance de



PHOTOTHÈQUE ROUGE/LD

vie, sans parler des répercussions sur la vie sociale. Mais la veille de sa présentation, la ministre du Travail annonçait l'ouverture

d'une concertation de six mois sur le sujet, suivie de l'adoption par ordonnance (encore une!) dans les dix-huit mois qui suivent.

**Après le report, se mobiliser pour le retrait**

Deux explications à ce recul : la première est la levée de boucliers des syndicats à l'encontre de cette mesure. D'une part, la CFDT qui exige que les garanties, instaurées en 2016 dans les zones touristiques internationales pour le travail en soirée par le ministre Macron, soient retenues, dont le doublement du salaire entre 21h et minuit (trop onéreux pour le patronat). De l'autre, la CGT qui refuse catégoriquement cette énième mesure de régression sociale qui ne manquerait pas d'être étendue ensuite à d'autres branches du commerce.

Plus inattendu, le gouvernement s'est souvenu, à l'approche de l'anniversaire des Gilets jaunes, que beaucoup de femmes travaillent dans la grande distribution et étaient à la pointe de la mobilisation sur les ronds-points...

C'est parce que notre santé n'est pas à vendre que les salariéEs du commerce ont intérêt à participer massivement à la grève du 5 décembre prochain : nos dimanches et nos nuits valent plus que leurs profits!  
**LD**



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

la pression d'une partie de leur base militante. Une réunion intersyndicale devrait prochainement acter le dépôt d'un préavis reconductible unitaire. Seule la CFDT Cheminots, à l'instar de sa confédération, n'appelle pas à la grève. Mais l'unité syndicale ne fait plus autant recette, les dernières mobilisations sectorielles, expression de la colère à la base, ont éclaté sans rien attendre de palabres entre direction de la SNCF et syndicats.

**Tout peut arriver**

À Sud Rail comme à la CGT Cheminots, les deux principaux syndicats, les stratégies participent davantage à la confusion qu'à une volonté explicite de préparer la mobilisation à venir. À la CGT, la bataille contre la réforme des retraites est renvoyée à « l'interpro », et ce sont les négociations de branche qui sont mises au premier plan. Une invitation à négocier qui ne devrait pas déplaire au nouveau patron de

la SNCF, Jean-Pierre Farandou, qui, comme le gouvernement, panique quelque peu, et a clairement affiché sa volonté de « renouer le dialogue » avec les syndicats.

Mais tout peut arriver d'ici le 5 décembre, tout particulièrement en positif. Dans la région parisienne, des équipes militantes cheminotes et RATP se mettent sur pied pour se coordonner à la base en vue de la grève. La réussite viendra de là, de ce qui est vivant et incontrôlé à la base et se manifeste aujourd'hui dans bien des secteurs. À condition que celles et ceux qui vont se mobiliser se réunissent en assemblées et comités de mobilisation ou de grève pour prendre en main leur mouvement. Et qu'il existe le maximum de coordination entre les secteurs en lutte, car il en va non seulement des retraites mais aussi de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et de vie des salariéEs et de leurs enfants.

**Stella Monnot**

**RÉPRESSION Arrêt des poursuites contre les 4 de Nanterre!**

*Lundi 18 novembre, quatre militants du NPA de la fac de Nanterre, Ayoub, Barth, Sélim et Victor, étaient convoqués au commissariat de Nanterre. Ils ont été immédiatement placés en garde à vue. Engagés depuis la rentrée auprès des sans-facs, ils avaient déjà été interdits d'accès à l'université pendant 30 jours.*

**D**epuis la mise en place du système Parcoursup, la sélection dans l'enseignement supérieur laisse sur le carreau des milliers de jeunes. À Nanterre, les sans-facs ont décidé de s'organiser et de lutter pour leur droit à étudier dans l'université et la filière de leur choix. Plus de 80 d'entre elles et eux ont ainsi obtenu une inscription.

**Sélection et répression**

Mais, en bon soldat du macronisme, le président de l'université Paris-Nanterre, Jean-François Balaudé, a fait un principe du refus de céder face à la revendication d'inscription pour toutes et tous. À la fin du mois de septembre, il a ainsi mis fin aux négociations. Le 7 octobre, il a même réuni une Commission des formations et de la vie universitaire (CFVU) sans convoquer les éluEs étudiants, dont Barth et Victor font partie en tant que syndicalistes de l'UNEF.

La direction de l'université a donc préféré faire monter la tension et s'affranchir du droit élémentaire, plutôt que de remettre en cause la sélection. Et alors que le manque de moyens lui sert de prétexte pour ne pas ouvrir plus de places dans les différentes filières, elle n'a pas hésité à dépenser pour embaucher des vigiles privés afin d'interdire l'accès au bâtiment administratif.

C'est précisément pour avoir essayé d'y entrer que nos quatre camarades sont aujourd'hui accusés de « violences ». Leur tort, c'est d'avoir voulu faire respecter le droit des éluEs à siéger et le droit des étudiantEs à étudier!

Dans le contexte de mobilisation contre la précarité étudiante et de préparation de la grève du 5 décembre, cette répression ne peut être vue que comme une tentative d'intimidation contre ceux et celles qui osent relever la tête et contester la politique du gouvernement.

Mais la présence de dizaines de soutiens devant le commissariat de Nanterre, pendant toute la durée de la garde à vue, a bien montré que cette tentative ne fonctionne pas.

Ayoub, Barth, Sélim et Victor ont été libérés en fin de journée. Ils sont convoqués devant la justice le 29 juin prochain. Ce ne sont pourtant pas eux qui brisent des vies en précarisant et en sélectionnant. Ils n'ont rien à faire au tribunal! La mobilisation continuera donc pour l'abandon de toutes les poursuites et pour la relaxe!

**Correspondante**



**La Brèche****Les comités en action!**

**UN RETOUR DE LA MENACE FASCISTE ?**  
**QUELLES RIPOSTES CONSTRUIRE ?**

Réunion / débat avec **Ugo Palheta** auteur du livre « La possibilité du fascisme »

**FASCIST INFESTED!**  
Brésil, Hongrie, Autriche, Inde, Italie, Philippines, Turquie, USA...

**LUNDI 25 NOVEMBRE**  
19h, espace du Pré Martinet, Rue Pré Martinet (Beauvais)

**NPA**  
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**FIN DU MONDE FIN DU MOIS**

**MÊME SYSTÈME, MÊME COMBAT SORTONS DU CAPITALISME !**

**REUNION DEBAT**  
**MERCREDI 27 NOVEMBRE**  
20H AU CARDEK  
1 PLACE DES ORPHELINS STRASBOURG

AVEC **CHRISTINE POUPIN**  
PORTE PAROLE DU NPA  
COMMISSION NATIONALE ECOLOGIE DU NPA

**MEETING** npa31.org  
**CHANGEONS LE SYSTÈME PAS LE CLIMAT !**

20H - Salle Barcelone - TOULOUSE - 22 allée de Barcelone

**VEN 29 NOV 2019**

Avec **Dominique Malvaud**  
Syndicaliste à la SNCF  
Commission nationale écosocialiste du NPA  
Et des anticapitalistes de Toulouse

**NPA**  
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**BUVETTE - SANDWICHS - LIBRAIRIE**

**Rencontre-dédicace avec Emma le 7 décembre**

Samedi 7 décembre de 17h à 19h, 27 rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil).

**E**mma vient présenter et dédicacer le quatrième tome d'*Un autre regard* (le cinquième en comptant celui sur le climat) à la librairie la Brèche. *Des Princes pas si charmants* contient quatre bandes dessinées :

- *Les conséquences* porte sur les injonctions qui pèsent sur les femmes, le harcèlement de rue, la charge mentale reproductive et la gestion de la contraception et des tâches ménagères. Elle propose des solutions collectives pour transformer cette société qui pourrit la vie des femmes.
- *C'est dans la tête* revient sur le succès de *Fallait demander*, la bande dessinée d'Emma qui a popularisé le terme de charge mentale. Le succès de ce concept, qui pose un mot sur le vécu des femmes dans leur couple, s'est fait au prix d'une dépolitisation, d'une individualisation et même d'une pathologisation de la charge mentale. Pour tout un pan de notre



société, la charge mentale, c'est la tendance naturelle du cerveau féminin à vouloir tout contrôler. Ce serait alors aux femmes de trouver une solution à leurs problèmes psychologiques. Emma revient sur les effets concrets de sa bande dessinée dans les relations de couple et propose un combat collectif pour mettre fin à la charge mentale qui n'est pas le produit d'une disposition naturelle et individuelle des femmes, mais d'une organisation sociale!

– *Le dimanche soir* part de la problématique de la souffrance au travail et en recherche sa cause. Emma raconte par ses dessins l'histoire du capitalisme, c'est-à-dire la manière dont le travail et la production ont été organisés, et les effets sur la vie des gens, sur la politique et sur la morale, mais aussi les luttes de celles et ceux qui se sont battues pour changer les choses. *Le dimanche soir* se conclut en imaginant le fonctionnement d'une société débarrassée du capitalisme, qui répond aux enjeux écologiques et mette fin à la souffrance au travail : une société communiste.

– *Pour être sympa* explique ce qu'est le sexisme bienveillant et comment, en feignant de mettre en valeur les femmes, ces attitudes les dévalorisent en tant que personnes. Venez rencontrer Emma, pour les dédicaces, mais aussi pour discuter et débattre de ses bandes dessinées et de ses projets!

**NPA**

**SOUSCRIPTION 2019**

**SOUTENEZ LE NPA!**

**SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG**

**Saint-Denis. Une perspective anticapitaliste pour les luttes dionysiennes.**

Mercredi 13 novembre, le comité NPA de Saint-Denis a organisé sa première réunion pour préparer les municipales. Il s'agissait de définir ensemble les axes que le NPA veut porter dans cette campagne et qu'on peut résumer à 3 points :

- au niveau national, en alternative au piège Macron « ultime rempart » au RN, que sa politique ne cesse de faire monter, nous défendons la convergence des colères sociales et politiques pour construire dans les luttes des cadres de contrôle et d'auto-organisation sur les lieux de travail, les quartiers, les écoles et les facs ;
  - au niveau de Saint-Denis, objet de nombreuses convoitises, puisqu'une des deux dernières villes de plus de 100 000 habitantEs gérées par le PCF, l'enjeu est de faire entendre une contestation de gauche de la gestion d'une majorité PCF-LFI-écologistes-ex PS qui s'est adaptée aux règles d'austérité imposées par les politiques nationales ;
  - contribuer par cette campagne à construire les mobilisations féministes, en défense des services publics, du droit au logement ou de solidarité avec les migrantEs, car les réponses politiques aux besoins immenses qui existent ne dépendent pas d'un vote majoritaire mais du rapport de forces que les luttes pourront construire.
- Un débat fort intéressant a suivi, en particulier autour du logement puis sur l'hôpital, avec des interventions très documentées. C'est parti pour une campagne de terrain avec des militantEs très investis. La prochaine étape est de mettre par écrit un projet de plan d'urgence pour rassembler les 55 candidatEs et donner ainsi à Saint-Denis un visage électoral autre que la caricature offerte, aujourd'hui, par plus de 8 listes qui se « bouffent la rate » en oubliant souvent leur action commune au conseil municipal. Et avec, cerise sur le gâteau, Benalla qui a jeté son dévolu sur la ville pour en faire son nouveau terrain d'aventures.

**Lorient****Olivier Besancenot et le NPA présents à la fête de l'Huma Bretagne**

Rendez-vous les samedi 30 novembre et dimanche 1<sup>er</sup> décembre, Parc des expos, Lorient.

**O**livier Besancenot sera présent à la fête de l'Humanité Bretagne (Parc Expo de Lorient) le samedi 30 novembre à 16h45 pour le débat « *Luttes d'hier et d'aujourd'hui. Et demain?* » Il y est notamment invité à discuter par la CGT ex SBFM, et Pierre Le Ménahès, figure publique de cette lutte et ancien candidat du NPA

aux élections européennes de 2009 dans le Grand Ouest. Ce débat sera précédé d'un film retraçant la lutte des ex-SBFM ainsi que celle des Gilets Jaunes de Saint-Nazaire (14h) où Olivier Besancenot sera aussi présent. Les comités bretons du NPA seront présents tout le week-end autour d'un stand et d'une table de presse.

**28<sup>ème</sup> Fête de l'Humanité Bretagne**  
**INVITATION**

**La Fête de l'Humanité Bretagne a le plaisir de vous inviter au débat :**

**« LUTTES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI. ET DEMAIN ? »**

**Samedi 30 novembre à 16h45 à l'espace culture**

**En présence de :**

- Olivier Besancenot, NPA
- Gilles Leproust, maire PCF d'Allonnes
- Syndicat CGT SBFM
- Gilets jaunes

**Dès 14h, projection de films :**  
sur les 10 ans de la lutte de la SBFM et sur les Gilets jaunes à Saint-Nazaire.

**17 € les 2 jours, 12 € la journée**  
gratuit - 18 ans | 18 € tarif solidaire

Cette invitation ne vous prive pas du plaisir d'acquiescer votre vignette

**L'Humanité** 30 nov. - 1<sup>er</sup> déc. 2019 - Parc expos de Lorient

**Cinéma**

Lire un livre ou voir un film relève d'un choix personnel mais il est important, face à une œuvre de ne pas oublier qui en est l'auteur quand celui-ci s'est distingué par des positions ou des actes insupportables.

**Assimilation honteuse et errements historiques**

C'est le premier problème face au *J'accuse* de Polanski, d'autant que celui-ci a honteusement assimilé les iniquités dont a été victime Dreyfus aux dénonciations pour violences envers des femmes dont il a fait l'objet à plusieurs reprises. La jeunesse de Polanski a certes été marquée par la persécution des juifs par les nazis et le ghetto de Varsovie, dont il est un survivant, mais ce n'est pas le propos du film... Un deuxième problème est que, contrairement à ce qui est annoncé au tout début du film, le scénario n'est pas fidèle aux événements historiques. Polanski a réalisé une œuvre de fiction, inspirée d'un roman écrit par Robert Harris, reporter et réalisateur à la BBC puis auteur de « thrillers historiques ». Le livre a été publié en 2012 et,

**Trois bonnes raisons de ne pas aller voir «J'accuse» de Roman Polanski**

Film franco-britannico-polonais, 2h12, sorti le 13 novembre 2019.



comme le signale l'historien Gilles Manceron dans *Mediapart*<sup>1</sup>, son auteur a reconnu lui-même avoir « adapté les faits », expliquant qu'« un romancier peut imaginer les

choses autrement ». C'est effectivement son droit, mais cela n'autorise pas Polanski à se draper dans une pseudo-vérité historique. Le film tourne essentiellement autour du colonel Picquart, dont le rôle dans l'affaire est considérablement enjolivé et amplifié. Le problème réel de Picquart, c'est la préservation de « l'honneur » de l'armée (qui risque d'être atteint par la fuite éventuelle d'une machination maladroite) et non l'innocence de Dreyfus. Plutôt antisémite, il ne s'est engagé publiquement que parce que sa carrière et sa sûreté personnelles étaient en jeu. Contrairement à ce qui est montré dans le film, il ne s'est jamais mêlé aux dreyfusards. Ceux-ci sont d'ailleurs largement absents du film, qui ignore la large mobilisation autour du cas de Dreyfus face à la réaction nationaliste et cléricalle. Comme le souligne Manceron,

l'affaire est réduite à des histoires d'espions, d'indics et d'experts en analyses graphologiques et à des conflits entre officiers. Enfin, en dépit du jeu d'acteurs de qualité, le film est une assez plate et convenue illustration historique en costumes et dans de beaux décors. Certes, d'autres (comme Gilles Manceron lui-même), bien que critiques des autres aspects du film, lui ont trouvé des qualités cinématographiques. Sur ce seul point, à chacun sa vérité.

**Henri Wilno**

1 – Blog de Gilles Manceron, 17 novembre 2019: <https://blogs.mediapart.fr/gilles-manceron/blog/171119/j-accuse-une-fiction-reussie-au-recit-imaginaire>. Voir aussi: Vincent Duclert (historien de l'affaire Dreyfus), « Le "J'accuse" de Roman Polanski, en trois controverses », *Libération*, 12 novembre 2019: [https://www.liberation.fr/debats/2019/11/12/le-j-accuse-de-roman-polanski-en-trois-controverses\\_1762943](https://www.liberation.fr/debats/2019/11/12/le-j-accuse-de-roman-polanski-en-trois-controverses_1762943)

**Roman**

**La Transparence du temps, de Leonardo Padura**

Éditions Métailié, 448 pages, 23 euros.

Après *l'Homme qui aimait les chiens* ou *Hérétiques*, il est sûr que l'attente est grande quand on ouvre le nouvel ouvrage de Padura. Mais celui-ci ne cesse de nous étonner agréablement, les deux pieds toujours bien ancrés en terre cubaine tandis que sa plume et son imaginaire ne cessent de voyager au travers des temps...

**Interrogations sur le passé, le présent et l'avenir de Cuba**

*La Transparence du temps*, le petit nouveau, renoue avec l'histoire et la vie de Mario Conde, cet ancien flic qui fut au centre de bien des romans de l'écrivain. Et nous revoici avec son chien Basura 2, ses compagnons Carlos, Yoyi, el Conejo, sa compagne Tamara et son angoisse des 60 ans qui arrivent dans quelques jours dans ce Cuba qu'il narre, toujours sans complaisance mais avec attachement et de multiples clins d'œil. Ces retrouvailles, souvent savoureuses, au goût de rhum, entre les réflexions existentielles et suggestives de Mario Conde, son besoin de retrouver ses siens, celles et ceux encore là et les autres partis ailleurs, semblaient permettre à ce nouveau roman d'être un brin nostalgique sur les années passées et inquiet sur l'hypothétique quart de vie restant.

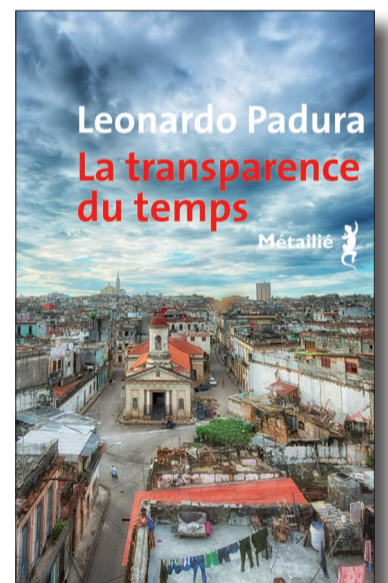
Mais c'est sans compter sur la « transparence du temps », le surgissement de la vierge noire de Regla, l'aller-retour entre le Cuba peu reluisant des marchands d'art et l'époque médiévale, la Catalogne, Saint-Jean-d'Acre et les Templiers... Et les meurtres qui vont se succéder.

Alors Mario Conde, sollicité par son copain Bobby, perdu de vue et au parcours sinueux, par amitié et aussi quelques centaines de pesos convertibles (il faut bien nourrir en solide et liquide la tribu) va se plonger dans cette histoire de vol de la vierge noire et renouer avec Manolo, son ancien adjoint de police, toujours en fonction.

Des fils tendus, des fils rompus et la patte de Padura qui, au détour des faits, développe régulièrement des interrogations sur le passé, le présent et l'avenir de Cuba, avec toujours une surprenante liberté empreinte de mélancolie et d'humour noir.

Il nous conte toujours aussi bien Cuba et ses habitants, des plus pauvres au plus corrompus, au milieu d'intrigues tordues et meurtrières... y compris parmi les plus récentes puisque ce roman se situe en pleines négociations entre Raul Castro et Barak Obama en 2014. Le passé et l'histoire, même très ancienne, viennent agiter le présent et le percuter de plein fouet. Cette dernière livraison vaut le détour et la lecture.

Tomas Delmonte



**Essai**

**Petite histoire du gaz lacrymogène, d'Anna Feigenbaum**

Éditions Libertalia, 336 pages, 17 euros.



utilisées et les violences sont telles qu'elles en viennent même à traumatiser certains flics employant contre les humains des substances, telles les gaz poivre, utilisées pour contenir l'agressivité de chiens.

**«Fusils» et «mitrailleuses lacrymogènes»**

L'explosion de la grenade lacrymogène est potentiellement mortelle. La faute aux tirs tendus ? Anna Feigenbaum montre que ces armes ont originellement été conçues en « tant

qu'armes à feu de courte portée » visant les têtes et ont été expérimentées comme telles. Le fusil lacrymogène est devenu un « lanceur », et la mitrailleuse un « multilanceur » : un symbole de toute une com' faite par les boîtes de l'armement, s'en sortant souvent avec les lauriers des appareils d'État et au pire avec des amendes et des arrangements à l'amiable.

Après 2000, c'est le Brésil de Lula qui est devenu l'un des principaux producteurs mondiaux des armements

anti-émeutes. En 2011, année notamment des révolutions arabes, les ventes de gaz lacrymogène auraient triplé au niveau mondial. Le marché se sera, sans doute, très bien porté à l'automne 2019. S'en prenant aux corps des pauvres et à la classe ouvrière, les capitalistes se servent des gaz asphyxiants pour faire du profit mais surtout réprimer oppositions et révolutions : à nous de renverser leurs États c'est-à-dire leurs bandes armées.

Chris Miclos

**Essai**

**Récidive: 1938, de Michaël Fœssel**

Presses universitaires de France, 192 pages, 15 euros.

Ce livre parle d'une interrogation, d'une inquiétude plus que d'une explication. L'idée est que la période que nous vivons, une société brutale, une omniprésence des idéologies réactionnaires, xénophobes et racistes, rappelle fortement les années 1930, marquées par les fascismes et l'antisémitisme. Est-il possible de revivre ou sommes-nous en train de revivre une catastrophe comparable ?

**«De quoi les années 1930 sont-elles la manifestation ?»**

Pour Michaël Fœssel, il n'est pas question de faire un parallèle. D'ailleurs il part du principe que « la différence des temps fait que les choses ne se répètent jamais à l'identique dans l'histoire ». Donc ce qui était possible dans les années 1930 et ce qui a suivi ne le serait plus aujourd'hui. On peut être d'accord mais... que signifie vraiment « pas possible » ? Car on ne peut se rassurer aussi facilement. L'inquiétude demeure. Le fait est qu'il y a de nombreux signaux qui nous rappellent les années 1930. Et donc comme il est difficile de se dire avec certitude



que « le retour aux années 30 est impossible » la question devient pour l'auteur « De quoi les années 1930 sont-elles la manifestation et en avons-nous définitivement fini avec cela ? » Il s'est donc penché sur l'année 1938. « C'est une rencontre et plus qu'une étude » : il s'agit de comprendre aujourd'hui en regardant 1938. Et

il le fait d'une manière particulière, presque amusante (il y a aussi un regard ironique), au travers de la presse écrite quotidienne au fil des semaines et des mois : des journaux comme *Paris-Soir*, *le Petit Parisien*, de gauche comme *l'Humanité* ou *le Populaire*, de droite comme *le Figaro*, d'extrême droite comme *l'Action française* ou *Je suis partout*. Les événements de l'année sont suivis de cette manière. Une très bonne façon, effectivement, de sentir l'ambiance du moment. Au travers des informations comme l'annexion de l'Autriche, l'accord de Munich, la Nuit de Cristal ou la démission de Blum, les décrets-lois (ordonnances de l'époque) s'attaquant aux acquis sociaux, la répression brutale des grèves, on perçoit bien l'antisémitisme violent, la volonté de revanche des possédants sur les ouvriers, la haine de 1936... Le livre est vraiment intéressant, stimulant pour la réflexion. Au total, il confirme quand même nos inquiétudes sur un « retour » possible du fascisme mais peut-être en comprenant mieux pourquoi.

Philippe Poutou

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie**  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43  
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# « À l'époque on disait aux auditeurs : "Arrêtez de nous écouter, on va se faire virer" »

**Entretien** avec le journaliste **Daniel Mermet** à l'occasion du trentième anniversaire de «Là-bas si j'y suis», émission culte de France Inter devenue site internet (<https://la-bas.org/>).

**Lorsque tu démarres «Là-bas si j'y suis» il y a 30 ans, tu penses que c'est une émission qui va durer des décennies ? À quoi penses-tu quand tu vois le chemin parcouru ?**

Non, on ne s'imaginait pas que ça allait durer 30 ans, et d'ailleurs on n'avait pas une intention très claire au début. C'est au fil des reportages que cela s'est construit. Le premier gros truc, ça a été la chute du Mur. On est allés assez vite, au milieu de la liesse générale, vers les dissidents, ceux qui avaient des projets de «troisième voie», ce genre là. Ça avait beaucoup choqué la rédaction de France Inter à l'époque, qui trouvait qu'on était des rouges-bruns, alors qu'en fait on était juste une dissonance. Et on a persisté dans cette dissonance, pendant 25 ans sur France Inter et depuis maintenant cinq ans sur le net.

Pendant 25 ans sur France Inter, on a été les seuls avec cette ligne éditoriale, qui a été construite peu à peu, et qui s'est rapidement avérée être «anti-néolibérale», même si ce ne sont pas vraiment les termes qu'on employait à l'époque, qui ait tenu aussi longtemps et pour un aussi large public. On n'a évidemment pas inventé cette manière de voir, on n'était pas les seuls, mais on a réussi à montrer que sur Radio France un autre journalisme était possible, dans des conditions pas toujours évidentes, avec les bagarres, les ruses, les compromis...

**Mais dans le cadre du service public.**

Oui ! Une radio de service public, c'est-à-dire un fonctionnement génial : l'argent de la redevance, pas trop de pub même s'il y en a de plus en plus, donc un budget autonome, et un but qui n'est pas le profit. Radio France aujourd'hui, c'est 15 millions de personnes qui sont concernées chaque jour, donc une entreprise culturelle très puissante, mais qui n'a pas le profit pour but. La télévision publique ce n'est plus la même chose, ils ont besoin de la pub, la plupart des productions sont faites à l'extérieur, nous ce n'était pas le cas. Donc, au moins en théorie, tu peux encore en faire quelque chose sur le plan éditorial.

Mais il y a une sorte de bourgeoisie culturelle, on pourrait dire, qui a complètement confisqué ce service public de radio, notamment sur France Inter, où tout ce qui concerne le grand public, les classes populaires si on peut dire, est complètement réduit à la portion congrue. Les humoristes ont le droit de faire les rigolos, d'être critiques, il y a des émissions bien faites certes, mais plus rien comme



DR

ce que l'on faisait, qui n'était pas avant-gardiste ou «radical», mais grand public et ancré dans une histoire, celle de la gauche à la française. Il y a eu «Comme un bruit qui court», avec Giv [Anquetil], Antoine [Chao] et Charlotte [Perry], des anciens de «Là-bas» qui ont continué de faire un très bon boulot, mais sur une case le samedi après-midi, et au bout de cinq ans ils ont été sortis.

**Mais pourtant vous faisiez de l'audience avec «Là-bas».**

Oui, et c'est ça qui a emmerdé la direction. Ça a été un succès d'audience tout le long, avec une moyenne de 500 000 personnes par jour, y compris quand ils ont décalé l'émission en 2006, à la veille des élections de 2007 et surtout après le référendum de 2005. On les avait beaucoup agacés alors, parce qu'on avait soutenu le «Non» et pas eux, la direction et la rédaction en général. Donc ils nous ont collés à 15h, au lieu de 17h, donc sur une tranche de l'après-midi où c'était mort, 150 000 auditeurs, et on a remonté cette tranche, avec 700 000 personnes à 15h, un score qu'ils n'ont jamais refait depuis. À l'époque on disait aux auditeurs : «Arrêtez de nous écouter, on va se faire virer». Et c'était un peu vrai. C'est toute cette histoire qu'on veut raconter et défendre à l'occasion des 30 ans, on n'a pas envie que ça disparaisse, et on se doute bien que ce ne sont pas eux qui vont le faire à notre place...

On parle quand même de 6 000 émissions, que je ne vais pas résumer ici ! Mais pour raconter cette histoire, on fait un truc sympa, demander aux gens quelles sont les émissions qui les ont marqués, et on a eu des très bons retours, des choses vachement sympa. Pour beaucoup de gens, ça a été aussi une belle histoire, qui a pu les marquer, des découvertes, des gens pour qui ça a été une université, ce dont on ne se rend pas forcément compte quand on le fait. Et il faut souligner autre chose : le journalisme dissident ça marche !

Parmi les anciens de «Là-bas», on a un député [François Ruffin], des gens qui ont des émissions sur Inter, sur France Culture, un directeur des programmes, des gens qui sont sur Mediapart, etc. Ça aussi ça fait partie de l'histoire.

**Une histoire qui dure depuis cinq ans sur internet. Comment s'est passée la transition ?**

C'est une autre aventure, il faut bien dire les choses. On est sur 30 000 personnes qui viennent nous voir et nous écouter tous les jours, donc c'est une autre histoire. On essaie évidemment de retrouver ce public assez large, mais ce n'est plus la même chose. Il y a des choses qui marchent, on se diversifie, on fait de la vidéo, du reportage, etc., on continue l'histoire, mais différemment. La configuration est différente, on est une association, dans une logique entrepreneuriale, sans le formidable confort du service public, avec un environnement d'immense qualité, au niveau des techniciens qui sont là, du matériel disponible, etc.

Pendant 25 ans, on a trouvé le moyen d'intéresser un grand public, un vrai grand public, qui allait de gaullistes de gauche aux antilibéraux, de bourgeois à des gens des classes populaires, on le voyait avec les courriers, les messages, etc. C'était une palette vraiment large, un défi à tous les principes des programmeurs, qui se posent de plus en plus la question de recherches très fines sur les auditeurs, par tranche, classe d'âge, etc., sans chercher, par exemple sur Inter, à gagner des jeunes, des classes populaires, etc. Là sur internet, on n'a évidemment pas pu retrouver ce grand public, mais 30 000 abonnés c'est pas mal du tout. Donc on continue, le site marche très bien, la question qu'on se pose c'est «Est-ce qu'on se développe ?». Le fric rentre, exclusivement par les abonnements, on n'a pas d'autres financements, on a eu quelques frayeurs au début car quand on est arrivé sur internet il y a eu un soutien important, l'émotion qu'on ne soit plus sur France Inter, donc ça a afflué, mais après c'est redescendu, mais ça a fini par se stabiliser, et depuis ça monte doucement.

Donc oui, la question qui se pose c'est celle de se développer. Mais on est déjà une douzaine, dont huit en CDI, ce qui est évidemment beaucoup mieux que la précarité de Radio France, mais tout ça n'est pas facile à organiser, à piloter. Je n'ai pas le génie d'Edwy Plenel moi ! [rires] Donc je ne sais pas trop pour la suite. Je me dis que la priorité c'est peut-être de faire des trucs plus judicieux, plus malins, sans nécessairement voir trop grand non plus. Ce que l'on peut espérer c'est de sortir des sujets qui touchent un public plus large, qui se diffusent plus. Donc on ne désespère pas, bien au contraire, d'arriver à rejoindre de nouveau le grand public !

*Propos recueillis par la rédaction*

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### UN COPAIN PATRON DE MACRON À BRUXELLES.

Le 12 novembre, le Parlement de Strasbourg a approuvé en commission la candidature de Thierry Breton au poste de commissaire européen. À 12 voix contre 11, les députés de la commission des Affaires juridiques ont estimé que le profil de l'ancien ministre de l'Économie français, Thierry Breton, ne présentait pas de conflits d'intérêts. [...]

Exempt de tout conflit d'intérêt, Thierry Breton, vraiment ? Si sa candidature est validée, le Français proposé par Emmanuel Macron pour le portefeuille du Marché intérieur arrivera directement à la Commission depuis sa position de... PDG de grande entreprise. De 2008 à octobre 2019, Thierry Breton a dirigé le groupe Atos. L'entreprise fournit des solutions en télécommunications et électronique, pour la défense ou l'aéronautique, ainsi que pour des fichiers administratifs. [...]

«S'il est approuvé, ce sera probablement la première fois qu'un PDG sera choisi pour rejoindre le collège des commissaires», relève l'ONG de veille sur le lobbying à Bruxelles, Corporate Europe Observatory (CEO). «Il y a un recoupement massif entre les intérêts de l'entreprise dirigée par Breton et les attributions du portefeuille du marché intérieur que Macron a négocié pour lui, notamment la politique industrielle, la défense, la technologie et l'aéronautique. Ceci crée un dédale de conflits d'intérêts potentiels qu'il sera très difficile de résoudre», estime aussi l'ONG.

Au fil des années, l'entreprise de Thierry Breton a obtenu de nombreux marchés publics européens. [...] Avant de prendre ses fonctions de PDG d'Atos, Thierry Breton a été ministre de l'Économie et des finances, de 2005 à 2007. Auparavant, il a dirigé France Télécom, futur Orange, en cours de privatisation, de 2002 à 2005. C'est lui et ses «cost-killers» qui préparent la brutale restructuration à venir. Une restructuration qui a débouché sur une vaste crise sociale au sein de l'entreprise, et des dizaines de suicides. Un bilan pour lequel son successeur à la tête de France Télécom, Didier Lombard, et ses adjoints, ont été jugés pour harcèlement moral au printemps dernier.

Thierry Breton est aussi «membre des conseils d'administration de Carrefour, de Bank of America et de Sonatel (une entreprise de communication basée au Sénégal)», précise CEO.

Rachel Knaebel, «Thierry Breton, PDG d'une multinationale financée par les fonds européens en voie de devenir commissaire... européen», Bastamag, 14 novembre 2019.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@mpa2009.org](mailto:diffusion.presse@mpa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)